



VOIES VERS LA STABILITÉ : COMPRENDRE LA RELATION ENTRE LA GOUVERNANCE INCLUSIVE DES RESSOURCES NATURELLES, LA COHESION SOCIALE VERTICALE ET LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE

**Résultats d'une enquête expérimentale au Mali et au Niger
Justice et stabilité au Sahel (JASS)**

Novembre 2025

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	1
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	3
CONTEXTE ET VUE D'ENSEMBLE	5
Introduction	5
Objectifs de l'étude	7
Historique et contexte	7
Contexte du programme et du présent rapport	8
GOVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES, CONFLITS ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE	10
Recherches antérieures et lacunes existantes	10
Données et méthodologie	12
RÉSULTATS CLÉS : QUELLES INSTITUTIONS FONCTIONNENT POUR LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES, LA RÉDUCTION DES CONFLITS ET LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE	15
Perceptions de la cohésion sociale verticale, de l'équité et de l'inclusion	15
Perceptions de la résilience climatique et des conflits	18
A. Comment les caractéristiques individuelles influencent les préférences pour les institutions de gouvernance des ressources naturelles	20
B. Le rôle de la violence existante et perçue dans la formation des préférences pour les institutions de gouvernance des ressources naturelles	23
RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS	27
RÉFÉRENCES	31
ANNEXE	35

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été financé par le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni à travers le programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS). L'étude est le fruit d'une collaboration entre l'équipe de recherche et d'apprentissage (RLT) de Mercy Corps et les membres

de l'équipe de Mercy Corps au Mali et au Niger qui soutiennent le programme JASS. Nous sommes reconnaissants à Paterne Aime Petipe (Directeur du programme JASS), dont le leadership et la vision ont été essentiels pour articuler le rôle des données probantes et de l'apprentissage au sein du JASS et pour incorporer ces résultats dans la théorie du changement du programme et les efforts d'influence politique. Patrycja Maria Stys (responsable de la recherche du programme JASS) a assuré la supervision, les compétences en matière de gestion et a apporté d'innombrables informations de fond et contextuelles à cette étude, dans le cadre de sa direction de l'ELA (Evidence and Learning Agenda¹) de JASS. Des remerciements particuliers sont adressés à Mamadou Bamba (responsable MEL du programme JASS) pour ses efforts inlassables visant à garantir la qualité et la validité des données issues de l'évaluation à mi-parcours du programme. Le rapport est coécrit par Alma Bezares Calderón et Ifeoluwa Olawole et a bénéficié de la contribution et de la réflexion de plusieurs membres de l'équipe de Mercy Corps et d'autres parties prenantes. Ryan Sheely a contribué à la consolidation des données qualitatives utilisées dans le rapport. Simon Mercer et Matt Ribar ont largement contribué à l'élaboration des outils de collecte de données utilisés. Des remerciements particuliers sont également adressés à Natalie Hill (Directrice de Mercy Corps, Gouvernance et Partenariats) et Jon Kurtz (Directeur principal, Recherche et Apprentissage), dont l'examen attentif a permis de renforcer l'analyse et les principaux enseignements. Enfin, des remerciements vont également à Tiphaine Monroe pour sa traduction soignée en français, rendant ce rapport accessible à un public francophone plus large.

Note au lecteur : Ce document s'adresse en premier lieu à un ensemble de parties prenantes déjà familiarisées avec le Mali et le Niger. En tant que tel, le rapport ne fournit pas d'informations de fond détaillées sur l'histoire de la région, ou d'autres informations contextuelles qui pourraient être considérées comme des connaissances communes pour le public primaire du document.

Citation suggérée : Bezares Calderón, Alma et Ifeoluwa Olawole. 2025. Voies vers la stabilité : *Comprendre la relation entre la gouvernance inclusive des ressources naturelles, la cohésion sociale verticale et la résilience climatique*. Washington, DC : Mercy Corps.

¹ En français, Agenda d'Apprentissage et de Preuves (EPA)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le programme Justice et stabilité au Sahel (JASS) financé par le Royaume-Uni - dirigé par Mercy Corps en partenariat avec des ONG locales - vise à renforcer la stabilité au Mali et au Niger en promouvant une gouvernance foncière inclusive, la gestion des ressources naturelles et l'accès à la justice pour les communautés marginalisées. Lancé au centre du Mali en 2021 et élargi en 2023 pour couvrir 24 communes à travers les deux pays, JASS se déroulera jusqu'en mars 2026. Le programme se concentre sur trois résultats interdépendants : l'amélioration des capacités de gestion des conflits et de la collaboration entre les communautés et les institutions ; le renforcement de la résilience aux aléas climatiques ; et le renforcement de la base de données probantes pour le plaidoyer et les interventions menées au niveau local.

Alors que les études existantes documentent depuis longtemps les liens entre les ressources naturelles et les conflits (par exemple, Fearon & Laitin 2003 ; Homer-Dixon 1999), le rôle médiateur du stress climatique (Raleigh & Urdal 2007 ; Adger 2006) et la promesse d'une gouvernance participative (Ostrom 1990 ; Tyler 2003), peu d'études ont fourni des preuves rigoureuses et causales dans des contextes sahéliens fragiles. En particulier, il y a une lacune dans la recherche expérimentale qui examine comment la conception institutionnelle façonne les perceptions de la légitimité, de la réduction des conflits et de la résilience climatique.

En utilisant une enquête expérimentale intégrée à l'évaluation à mi-parcours du programme (menée en décembre 2024 au Mali et au Niger), cette étude comble ces lacunes et teste la théorie du changement du programme JASS. Plus précisément, elle vérifie l'hypothèse selon laquelle les communautés dotées d'institutions plus inclusives et qui responsabilisent et mobilisent les citoyens seront plus résilientes face aux défis liés au climat, auront moins de conflits sur les ressources naturelles, auront des institutions plus efficaces, considéreront ces institutions comme légitimes et justes et disposeront de meilleurs mécanismes de résolution des conflits. L'enquête s'appuie sur les efforts des bailleurs de fonds, des praticiens et des organisations internationales pour développer des interventions qui explorent la gouvernance communautaire et inclusive des ressources naturelles comme une voie potentielle pour atténuer les conflits et renforcer la résilience climatique.

Au total, 3 687 personnes issues de villages et de communes de Koutiala, Ségou, Koulikoro et San, au Mali, et de Maradi et Tahoua, au Niger, ont participé à l'enquête. L'enquête a impliqué des participants et des non-participants aux activités de JASS dans des zones exposées et non exposées au programme. Les répondants aux enquêtes ont été assignés au hasard à l'une des trois conditions de la vignette : une structure de gouvernance des ressources naturelles inclusive basée sur la communauté, une structure de gouvernance des ressources naturelles centralisée, et la condition de contrôle, représentant le statu quo actuel, qui dans la plupart des cas représente un système descendant centré sur la communauté et dirigé par un mélange d'institutions coutumières et d'institutions étatiques. L'assignation aléatoire facilite la détermination causale des préférences des personnes interrogées. Les participants ont ensuite répondu à des questions concernant la résilience climatique, la cohésion sociale verticale, la légitimité et l'équité. L'analyse prend en compte les caractéristiques géographiques (au niveau du village) et personnelles (sexe et âge) ainsi que la participation à des activités spécifiques de JASS pour estimer les effets de l'exposition aux différentes vignettes. Les principales conclusions sont les suivantes :

Les personnes interrogées à qui l'on a présenté un modèle de gestion des ressources inclusif ont systématiquement exprimé une évaluation plus optimiste de la capacité de leur communauté à réduire les conflits et à faire face au stress environnemental, par rapport à celles qui étaient dans le statu quo et à celles qui étaient dans le système centralisé. Plus précisément, les personnes interrogées exposées à la vignette inclusive et dirigée localement étaient plus susceptibles de faire confiance à l'arbitrage des

questions de gestion foncière, de s'attendre à une réduction des conflits liés aux ressources naturelles et de croire en la capacité de leur communauté à faire face aux défis liés au climat.

L'intensité des conflits peut atténuer l'optimisme dans tous les systèmes. Étant donné la forte dispersion des niveaux de conflit dans les zones couvertes par l'enquête, le rapport examine si l'augmentation de la violence influence les perceptions des systèmes de gouvernance. En effet, les personnes interrogées qui vivent dans des zones où les conflits sont plus nombreux affichent une détérioration constante de leur évaluation des systèmes de gouvernance des ressources naturelles. En revanche, cet effet de détérioration est absent de l'analyse des perceptions des participants concernant les confrontations violentes. Les résultats indiquent que, bien que le fait de vivre dans des zones plus exposées aux conflits puisse nuire aux perceptions de la gouvernance, l'exposition directe à la violence n'a peut-être pas le même effet puissant.

Les répondants non autochtones (allochtones) - bien que sous-échantillonnés - ont affiché des perceptions plus variables et légèrement moins positives que leurs homologues autochtones, tout en restant favorables à la gouvernance communautaire.² Les réponses des hommes et des femmes ne présentent pas de différences statistiquement significatives, confirmant que le sexe ne prédit pas toujours les préférences en matière de gouvernance dans les contextes non occidentaux.

Sur la base de ces résultats, le rapport présente cinq recommandations stratégiques à l'intention des praticiens, des bailleurs, des décideurs politiques et de l'ensemble des parties prenantes :

Institutionnaliser et développer des structures et des mécanismes de gouvernance inclusifs dirigés par les communautés. Les résultats montrent l'importance de l'inclusion et de l'autonomisation des membres de la communauté dans la gouvernance des ressources naturelles. De telles institutions devraient donc être formellement intégrées dans les cadres de gouvernance locaux et étendues à toutes les communes JASS. Le programme JASS et les décideurs politiques doivent collaborer pour codifier, financer et développer ces structures participatives afin de préserver les bénéfices de la prise de décision communautaire.

Améliorer la représentation inclusive. Dans le scénario de gouvernance inclusive et communautaire, les parties prenantes locales - plutôt que les acteurs externes - prennent les décisions relatives à la gestion des ressources, ce qui, selon les personnes interrogées, est directement lié à une meilleure résolution des conflits, à la légitimité et à la résilience climatique. Toutefois, des obstacles pratiques persistent, comme en témoignent les attitudes plus prudentes des ménages non autochtones (allochtones) et d'autres groupes sous-représentés. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour explorer les obstacles et les voies supplémentaires pour améliorer la représentation inclusive des différents groupes. Le programme JASS et les parties prenantes concernées doivent continuer à intégrer l'inclusion dans les structures et processus de gouvernance afin de renforcer le sentiment d'appropriation, la confiance et l'équité au sein des communautés.

Intégrer l'adaptation intelligente au climat dans les systèmes de gouvernance. Les chocs climatiques et la pénurie de ressources sont des principaux moteurs de la violence au Sahel, de sorte que les structures de gouvernance doivent explicitement intégrer l'adaptation au climat en même temps que la gestion des ressources. Dans la vignette inclusive, un soutien externe, tel que la formation aux pratiques durables et à l'agriculture résiliente au climat, a renforcé la confiance de la communauté dans sa capacité à résister au

² Nous utilisons les termes non-autochtones et allochtones de manière interchangeable pour désigner les individus qui ne sont pas nés (ou dont la lignée familiale n'est pas originaire) de la communauté locale dans laquelle ils résident actuellement. Nous utilisons également les termes indigène et autochtone de manière interchangeable pour désigner les individus qui sont nés dans (et dont la lignée familiale est originaire de) la communauté locale dans laquelle ils vivent actuellement.

stress environnemental. Les investissements concrets de JASS dans l'agriculture intelligente face au climat, les infrastructures hydrauliques, la restauration des sols et le renforcement des capacités institutionnelles montrent comment l'intégration de l'adaptation dans la gouvernance locale peut renforcer à la fois la résilience et la cohésion sociale.

Renforcer les systèmes de gouvernance inclusifs en leur donnant les moyens de résoudre les conflits. Des organes de gouvernance inclusive dirigés par les communautés, tels que les Commissions Foncières (COFO), ont apporté de la légitimité et une expérience avérée dans la réduction des conflits liés aux ressources. Il est donc essentiel de renforcer leurs capacités de résolution des conflits. Le soutien de JASS au Mali a déjà permis d'augmenter les taux de résolution des conflits, démontrant l'impact d'une formation ciblée sur la négociation, la médiation, les bases du droit foncier et la documentation des accords. Pour tirer parti de ces succès, le programme devrait étendre ce renforcement des capacités à d'autres institutions locales et promouvoir la collaboration entre tous les systèmes de gouvernance et judiciaires.

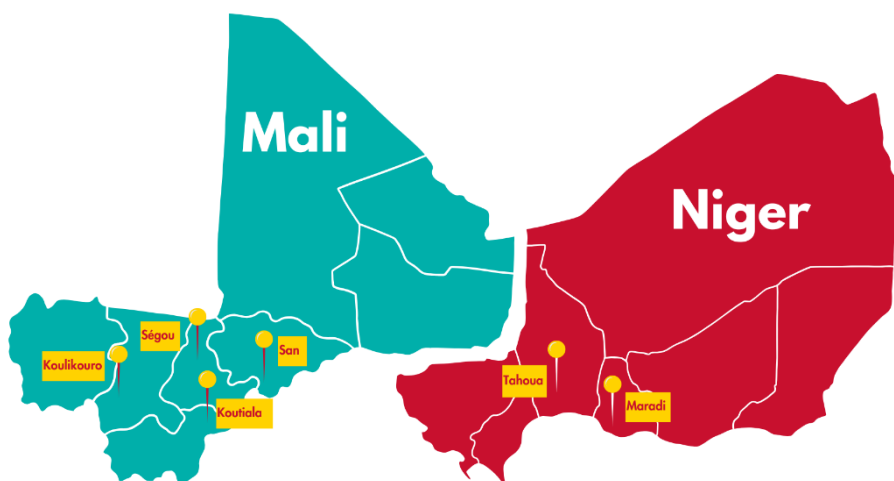
Renforcer la coordination et la responsabilité entre l'État et la communauté. Il est essentiel de combler le fossé entre la gouvernance communautaire et les autorités officielles pour assurer une gestion cohérente des ressources au nexus climat-conflit ; les bailleurs et les praticiens devraient faciliter la tenue de forums conjoints pour clarifier les rôles, les mécanismes de coordination d'accès et les accords communautaires, tandis que les décideurs politiques formalisent ces mécanismes pour garantir la responsabilité et la légitimité. En institutionnalisant un dialogue régulier et structuré entre les organes de gouvernance locale et les acteurs étatiques, le programme peut favoriser la responsabilité mutuelle et une collaboration plus efficace dans la lutte contre les chocs climatiques, la résilience et les conflits.

En reliant ces dynamiques aux discussions théoriques sur la gouvernance locale, la cohésion sociale et la résilience climatique, notre étude contribue à la base croissante de preuves démontrant que la prise de décision inclusive peut promouvoir à la fois la consolidation de la paix et les efforts d'adaptation dans les régions fragiles affectées par le climat.

CONTEXTE ET VUE D'ENSEMBLE

Introduction

Les pays de la région du Sahel, y compris le Mali et le Niger, ont souffert d'une confluence de défis liés à la variabilité du climat, à des systèmes de gouvernance fragiles et à des conflits récurrents liés aux ressources. Les facteurs de stress environnementaux tels que l'augmentation des sécheresses, les inondations et la dégradation des sols ont intensifié la concurrence pour l'eau et les terres arables, mettant ainsi à rude épreuve les mécanismes traditionnels de résolution des conflits et conduisant à une



augmentation des conflits et de la violence. Pour résoudre ce problème, les bailleurs, les praticiens et les organisations internationales ont mis en place des interventions qui explorent la gouvernance communautaire et inclusive des ressources naturelles comme une voie potentielle pour atténuer les conflits et renforcer la résilience climatique. Ces interventions reposent sur l'idée que les structures de gouvernance locales et inclusives tendent à favoriser des niveaux plus élevés de confiance, de légitimité et de coopération. Par exemple, des recherches fondamentales montrent que lorsque les membres de la communauté sont impliqués dans la création et l'application des règles d'utilisation des ressources, ils considèrent les structures de gouvernance comme plus légitimes (Ostrom 1990). La littérature sur la consolidation de la paix et la résolution des conflits souligne également le rôle de la gouvernance inclusive dans le renforcement de l'équité et de la transparence, en particulier lorsque les processus de prise de décision sont perçus comme équitables. Cependant, bien que la promesse d'une gouvernance inclusive ait été largement explorée dans la littérature sur la consolidation de la paix, les preuves empiriques montrant un lien de causalité entre la gouvernance inclusive des ressources naturelles et les résultats en matière de paix – tels que la prévention des conflits, la légitimité et la cohésion sociale – dans des contextes fragiles sont relativement rares. En outre, il reste incertain que les communautés locales soient disposées à considérer cette approche comme une alternative plus optimale que les structures actuellement en place.

Pourtant, l'identification de structures efficaces de gouvernance des ressources naturelles est essentielle pour atténuer certaines des pressions qui exacerbent les conflits. De nombreuses situations de fragilité et de conflits (SFC) sont très vulnérables au changement climatique. En effet, 19 des 25 pays les plus vulnérables au changement climatique sont des SFC. Nombre d'entre eux sont géographiquement exposés à des risques climatiques extrêmes et persistants, et les mêmes caractéristiques qui les définissent comme fragiles - institutions faibles, mauvaise gouvernance et conflits - les amènent également à lutter pour faire face et s'adapter à ces chocs.³ Il est largement reconnu que le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les conflits sont interconnectés et peuvent avoir des conséquences sur la paix, en particulier dans les contextes fragiles et à ressources limitées (Burke et al. 2015). La déclaration de la COP 28 sur le climat, les secours, le rétablissement et la paix souligne la nécessité de renforcer la base de données probantes sur les solutions efficaces pour l'adaptation dans les SFC. Elle souligne la nécessité de tirer parti de l'expérience et de l'expertise des acteurs de l'humanitaire, de la paix et du développement, de concert avec les chercheurs et les parties prenantes communautaires et autochtones, pour combler cette lacune. Il est essentiel de comprendre ce qui renforce la résilience face à ces défis liés au climat. Les données existantes suggèrent que les interventions de consolidation de la paix peuvent avoir un grand potentiel tant en matière de résolution des conflits que de résilience. Cependant, l'accent n'a pas été suffisamment mis sur la compréhension de la **manière dont les approches courantes de consolidation de la paix peuvent favoriser la résilience et rendre les communautés plus aptes à s'adapter aux défis liés au climat**. Plus précisément, quels types d'institutions gouvernementales pourraient améliorer la gestion des ressources naturelles et renforcer la résilience des communautés face au climat ?

Cette étude comble ces lacunes en examinant diverses structures de gouvernance des ressources et leur impact sur les perceptions de la résilience face aux défis liés au climat, les conflits liés aux ressources naturelles, les mécanismes de résolution des conflits et les relations entre l'État et les citoyens. Nous utilisons une enquête expérimentale intégrée à l'évaluation à mi-parcours du programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS) au Niger et au Mali.

³ Voir *S'adapter dans l'adversité*

En s'appuyant sur l'enquête expérimentale menée au Mali et au Niger, nous testons la théorie du changement de JASS pour comprendre l'effet de l'exposition des communautés à des scénarios institutionnels hypothétiques. Nous testons si les personnes exposées à des structures de gouvernance inclusives et consensuelles exprimeront une plus grande confiance dans les autorités, s'attendent à une résolution plus équitable des conflits et percevront une plus grande capacité à s'adapter aux chocs climatiques. Nous constatons que les personnes interrogées à qui l'on a présenté un modèle inclusif de gestion des ressources ont systématiquement fait des évaluations plus optimistes de la capacité de leur communauté à réduire les conflits et à faire face au stress environnemental. En reliant ces attitudes aux discussions théoriques sur la gouvernance locale, la cohésion sociale et la résilience climatique, notre étude contribue à la base croissante de preuves selon laquelle une prise de décision inclusive peut favoriser à la fois la consolidation de la paix et les efforts d'adaptation dans les régions fragiles touchées par le changement climatique.

Objectifs de l'étude

Historique et contexte

Au cours de la dernière décennie, le **Mali** a connu une **dégradation de la sécurité en raison de l'escalade de la violence dans les régions du Nord et du Centre**, alimentée par les tensions ethniques, les groupes armés et la concurrence pour des ressources telles que la terre et l'eau. L'instabilité politique a également joué un rôle prépondérant dans la situation du pays. Le Mali a connu trois coups d'État depuis 2012 et a une longue histoire de sous-représentation de certains groupes, de griefs et de bouleversements politiques dans un contexte de changements géopolitiques. Cependant, bien que des groupes extrémistes soient présents, la plupart des décès liés aux conflits découlent de griefs locaux de longue date. Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits se sont affaiblis et les structures de l'État sont fragmentées, en particulier dans les zones rurales. Au-delà des tensions politiques, la variabilité du climat malien pèse sur la gestion des ressources (SIPRI 2021). Les sécheresses périodiques, les régimes de précipitations irrégulières et l'avancée de la désertification exacerbent la concurrence autour des ressources foncières et hydriques rares. Les conflits relatifs au contrôle, à l'allocation et à l'utilisation de ces ressources sont devenus plus fréquents, intensifiant les dissensions communautaires existantes. En conséquence, de nombreux mécanismes locaux de résolution des conflits ont été mis sous pression, révélant des lacunes à la fois en termes de capacité et de légitimité (PNUD 2023).

Au **Niger** voisin, les régions de Tahoua et de Maradi sont confrontées à des **défis similaires**, notamment en ce qui concerne les **ressources naturelles telles que la terre et l'eau**, exacerbés par la croissance démographique rapide, le changement climatique et la faiblesse de la gouvernance. La vallée de la Tarka, une zone de ressources vitales, est soumise à des pressions croissantes, ce qui contribue aux conflits et aux pressions migratoires. En même temps, la croissance démographique rapide exerce une pression supplémentaire sur les ressources naturelles, intensifiant la concurrence au sein des communautés et entre elles. À l'instar Mali, le Niger est confronté à des défis récurrents en matière de gouvernance (OCDE 2020). Le pays a connu une série de transitions politiques tout en continuant de se débattre avec des institutions formelles faibles et une présence limitée de l'État (ICG 2017). Qu'il s'agisse d'arrangements formels ou informels, l'absence de leadership inclusif ou de prise de décision transparente concernant l'utilisation des ressources alimente la méfiance entre les autorités et l'ensemble de la population. Les deux pays sont confrontés à des **défis démographiques et environnementaux** qui intensifient les

tensions liées aux ressources, mais la situation reste gérable dans le centre du Niger et le sud du Mali si des interventions rapides sont effectuées.

Contexte du programme et du présent rapport

En réponse à l'instabilité et aux défis similaires au Mali et au Niger, le gouvernement du Royaume-Uni (UK) finance le programme Justice et Stabilité au Sahel. Après une première phase de septembre 2021 à mars 2023 dans le centre du Mali, le programme s'est élargi en avril 2023 pour inclure vingt communes au Mali et quatre au Niger. En tant qu'initiative sur trois ans, le programme devrait s'achever en 2026. Géré par Mercy Corps en partenariat avec les ONG locales AMEDD au Mali et Cercle Dev au Niger, JASS vise à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel en promouvant l'équité et l'inclusion dans la gouvernance foncière, la gestion des ressources naturelles et la justice pour les communautés marginalisées. Le programme JASS dispose d'un solide agenda de production de données probantes et d'apprentissage, articulé autour de domaines prioritaires et de questions clés, dont l'un porte spécifiquement sur la médiation des conflits et la gouvernance des ressources naturelles. Dans ce cadre, le programme JASS mène des recherches afin de mieux comprendre ce qui fonctionne en matière de médiation inclusive des conflits et de gouvernance des ressources naturelles, tout en soutenant l'adaptation au changement climatique. Cela nécessite de comprendre les préférences et les perceptions des populations concernant l'efficacité potentielle des différents systèmes de gouvernance, en particulier dans les zones où le statu quo semble avoir perdu sa légitimité parce qu'il ne semble pas promouvoir des structures qui favorisent la participation de plusieurs groupes, ou encore parce que les conflits empêchent le système actuel de fonctionner correctement. Ce rapport fait partie d'une étude quasi-expérimentale plus large qui vise à soutenir l'apprentissage, la gestion adaptative et le plaidoyer en générant des preuves solides sur les stratégies efficaces pour réduire les conflits liés au changement climatique et renforcer la résilience des communautés.

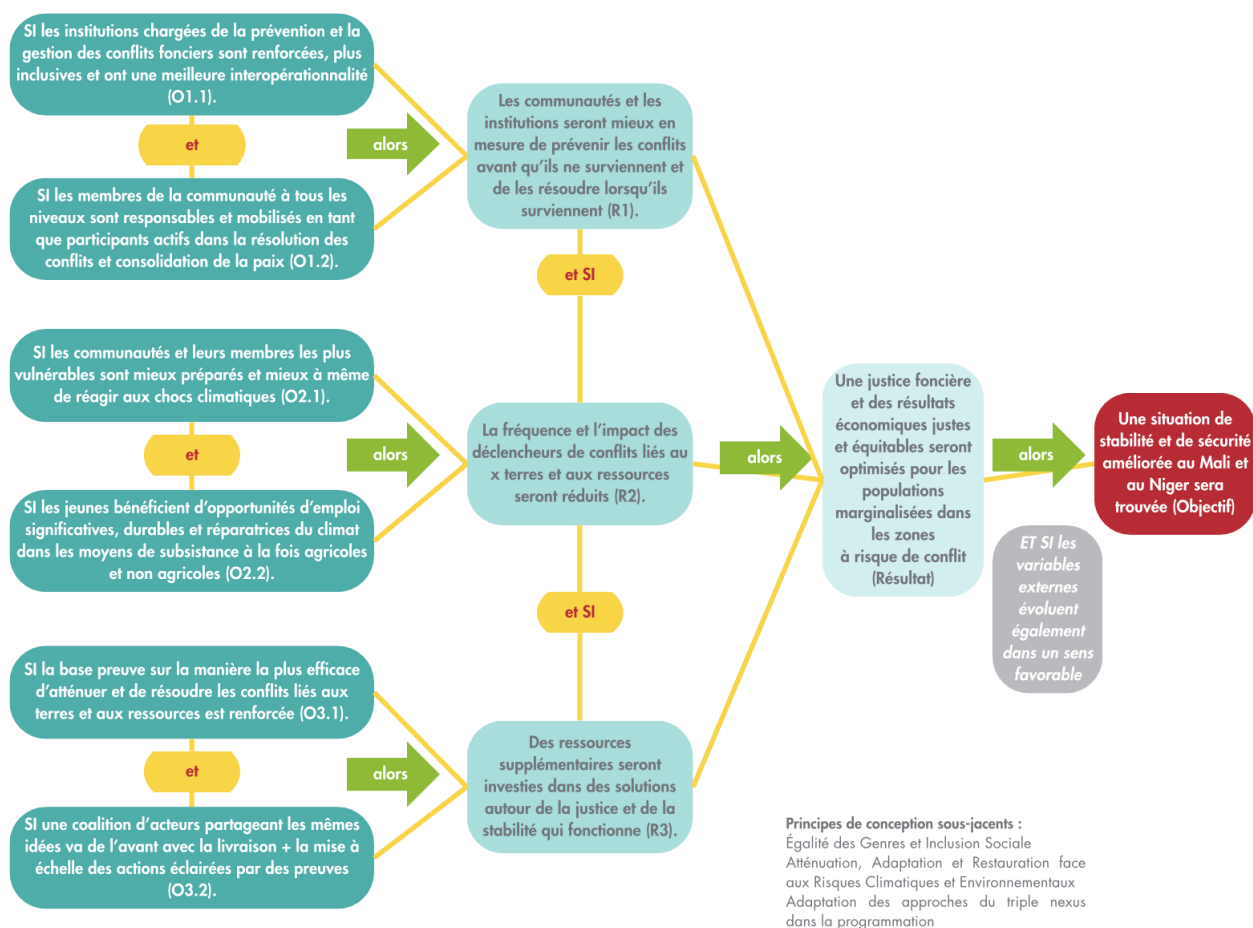


Figure 1 : Théorie du changement de JASS

La théorie du changement (TdC) de JASS est complexe et consciente de la complexité, reconnaissant que la promotion de la sécurité et de la stabilité nécessite de relever les défis posés par l'extrémisme violent, car ils sont à la fois les causes et les effets de l'instabilité dans la région. La TdC postule que *si* les institutions responsables de la prévention et de la gestion des conflits fonciers sont renforcées, plus inclusives et ont une meilleure interopérabilité *et si* les membres de la communauté à tous les niveaux sont responsabilisés et mobilisés en tant que participants actifs dans la résolution des conflits et la construction de la paix, *alors* les communautés et les institutions seront en mesure de prévenir les conflits avant qu'ils ne surviennent et de les résoudre lorsqu'ils surviennent. L'hypothèse sous-jacente de cette TdC est que les communautés dotées d'institutions plus inclusives et qui responsabilisent et mobilisent les citoyens seront plus résistantes aux défis liés au changement climatique, auront moins de conflits autour des ressources naturelles, auront des institutions plus efficaces, considéreront ces institutions comme légitimes et justes et disposeront de meilleurs mécanismes de résolution des conflits.

Ce rapport examine et teste les hypothèses de la TdC et sert directement les résultats 1 et 3 (voir figure 1 ; R1 et R3) tout en favorisant un contexte dans lequel le résultat 3 peut être généré. Il présente les résultats préliminaires d'un modèle de recherche qui utilise des vignettes attribuées de manière aléatoire pour examiner différentes structures institutionnelles et de gouvernance et les perceptions de ces systèmes afin d'établir des preuves sur les éléments clés de la théorie du changement du programme JASS. Les prochains produits présenteront des résultats supplémentaires de l'étude quasi-expérimentale plus large, y compris le groupe de comparaison des communes où le programme JASS n'est pas actif.

GOVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES, CONFLITS ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Recherches antérieures et lacunes existantes

Les conflits liés à la terre et aux autres ressources peuvent contribuer à un conflit plus large, en particulier dans des contextes marqués par les divisions sociales, la violence et l'instabilité. Un ensemble d'études a souligné le rôle des ressources naturelles dans le déclenchement et le maintien des conflits armés internes (Fearon et Laitin 2003). La rareté des ressources peut également amplifier la violence, en particulier lorsque des institutions faibles ne parviennent pas à gérer la concurrence de manière équitable (Homer-Dixon 1999). Une autre explication fondamentale suggère que les conflits liés aux ressources naturelles peuvent être attribués soit à l'avidité, soit au mécontentement (Collier et Hoeffler 2000). Rustd et Binningsbø (2012) affirment que les conflits peuvent resurgir lorsque des désaccords sur la distribution des ressources naturelles motivent une nouvelle rébellion. La remise en question de ces perspectives met en évidence des mécanismes alternatifs, tels que la perception d'un accès injuste aux ressources (Humphreys 2005). Dans de nombreux cas, les conflits liés à la propriété foncière ou aux bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles révèlent des tensions plus profondes liées aux lacunes de la gouvernance, à la captation par les élites et à la faiblesse des liens entre l'État et la société. Plusieurs études ont tenté de tester les différentes voies théoriques, en utilisant diverses méthodes économétriques, afin de comprendre pourquoi les contextes fragiles sont particulièrement susceptibles aux conflits liés aux ressources. Bien que ces travaux offrent des corrélations macroéconomiques convaincantes, peu d'études fournissent des **preuves causales au niveau microéconomique** sur la manière dont la gouvernance des ressources façonne la dynamique des conflits. **Cette étude** comble cette lacune en utilisant une **enquête expérimentale** pour mesurer comment différents modèles de gouvernance influencent les attentes des individus en matière de réduction des conflits et d'équité dans l'allocation des ressources.

Alors que la variabilité climatique précaire et la rareté des ressources dans les régions fragiles restent préoccupantes, les efforts pour comprendre ce qui fonctionne pour prévenir les conflits et renforcer la résilience se sont intensifiés. Pourtant, les facteurs de stress climatique seuls ne conduisent pas systématiquement aux seuls conflits (Adger 2006 ; Raleigh et Urdal 2007). Bien qu'ils puissent exacerber les tensions sociales existantes, le type de structures de gouvernance joue un rôle déterminant dans les conséquences des facteurs de stress climatique. Par conséquent, les contextes institutionnels dans lesquels les pressions climatiques se manifestent et les capacités locales de résolution des conflits déterminent souvent si la concurrence dégénère en violence. Par exemple, il existe des preuves empiriques que les institutions locales peuvent empêcher la compétition pour les ressources de dégénérer en violence, ce qui indique que la capacité de résolution des conflits détermine souvent la résilience des communautés (Adano et al. 2012). Cela suggère que si les ressources naturelles et la rareté due aux défis climatiques peuvent amplifier le potentiel de troubles, les contextes institutionnels, en particulier la capacité de l'État et l'application équitable des règles, peuvent atténuer ou augmenter le risque de conflit. Une surveillance gouvernementale faible ou absente peut permettre aux élites locales ou aux groupes armés de dominer les ressources, d'alimenter les griefs et de perpétuer les cycles de violence. À l'inverse, des structures de gouvernance plus efficaces peuvent canaliser les tensions vers la négociation ou la médiation plutôt que vers la violence. Bien qu'il soit de plus en plus évident que des institutions locales solides sont importantes, il existe **peu de travaux empiriques** isolant les caractéristiques spécifiques de la gouvernance – telles que l'inclusivité, la transparence ou l'autorité décisionnelle – les plus efficaces pour atténuer les conflits. **C'est pourquoi cette étude** teste systématiquement si une gouvernance **inclusive** des ressources naturelles suscite une plus grande confiance dans la résolution des conflits et la résilience aux chocs climatiques.

La gouvernance des ressources naturelles est donc de plus en plus considérée comme une opportunité de coopération et de renforcement des institutions. Dans leur examen des conflits liés aux ressources et de l'action collective, Ratner, Meinzen-Dick, May et Haglund (2017) proposent que les pratiques de gestion inclusive puissent bâtir des institutions résilientes, facilitant non seulement la prévention des conflits, mais aussi la réconciliation post-conflit. Cela fait écho aux travaux fondamentaux sur la gouvernance des ressources communes, selon lesquels les communautés dotées de règles locales solides et de mécanismes d'application efficaces sont mieux à même de gérer les ressources partagées de manière durable (Ostrom 1990). Des recherches plus récentes étendent ces idées aux États touchés par un conflit, en montrant que l'appropriation locale de la prise de décision favorise le respect des règles, l'équité des procédures et la confiance - des facteurs clés pour les États touchés par un conflit où la gouvernance descendante peut être discréditée (Tyler 2003). Des décennies d'instabilité politique dans des pays comme le Mali et le Niger ont laissé les autorités coutumières combler les lacunes en matière de gouvernance, mais ces mécanismes traditionnels peuvent s'avérer insuffisants s'ils excluent certains groupes ou manquent d'une légitimité plus large (International Crisis Group 2021). Dans certains cas, le système soutenu par les autorités traditionnelles, bien que perçu comme émergeant des communautés, n'est pas nécessairement inclusif, soit par conception, soit en raison du contexte local qui empêche ces autorités traditionnelles de représenter différents groupes de la population locale.

La communauté politique s'est donc intéressée à la manière dont les approches de gouvernance inclusive pourraient renforcer la résilience, en particulier dans des conditions de variabilité climatique et de pénurie de ressources. À mesure que les ressources naturelles, y compris mais pas exclusivement les terres, se raréfient, il est impératif d'étudier comment les différents systèmes parviennent à répondre aux besoins des différents secteurs de la population. Cela est encore plus crucial dans les contextes fragiles, où cette rareté crée des pressions supplémentaires qui s'ajoutent à un environnement déjà complexe. Cela nécessite de dépasser cette dichotomie et d'examiner si les communautés estiment que les systèmes de gouvernance qui favorisent un système de gouvernance plus centralisé (descendante), qu'elle émane de l'État ou des communautés, ou ceux dans lesquels les communautés participent étroitement et activement, indépendamment de la structure formelle ou traditionnelle de ce système, offrent un moyen plus efficace et plus équitable qui profite à tous les membres, réduit les conflits et crée des mécanismes de résolution efficaces et fiables tout en favorisant une plus grande résilience face aux défis liés au climat. **En se concentrant sur le Mali et le Niger**, cette étude évalue comment les différents degrés de participation communautaire influencent la perception de l'équité et de la cohésion sociale, en éclairant quand et pourquoi la gouvernance inclusive peut être transformatrice.

Les capacités locales de résolution des conflits et de gestion des ressources déterminent de manière cruciale les résultats en cas de chocs climatiques (ICG 2021 ; OCHA 2021). Lorsque des conflits relatifs aux ressources éclatent dans des zones déjà marquées par la violence et les déplacements, le risque d'escalade est élevé en l'absence de mécanismes de prise de décision équitables. Les données issues des interventions communautaires dans les régions fragiles suggèrent que les programmes intégrés (qui combinent des structures de gouvernance inclusives avec des mesures d'adaptation au changement climatique) peuvent réduire les déclencheurs de conflit et renforcer la cohésion sociale (Mercy Corps 2017). Cependant, l'inclusivité à elle seule n'est pas forcément une panacée. La captation par les élites renforce les hiérarchies sociales bien ancrées, et l'absence de soutien externe de la part des institutions étatiques peut compromettre même les initiatives les plus participatives (Sheely et Hakimian 2024). La configuration des structures de gouvernance varie selon les régions et dépend largement des structures de pouvoir (Boone 2018 ; Albertus 2025). En outre, différents groupes de population peuvent avoir des préférences divergentes quant au type de gouvernance qu'ils estiment répondre le mieux à leurs besoins (Honig 2022a ; 2022b). Au Mali et au Niger, par exemple, les comités locaux chargés de résoudre les litiges fonciers peuvent ne pas avoir l'autorité formelle nécessaire pour faire appliquer les décisions ou la capacité de traiter les dynamiques transfrontalières dans les communautés pastorales.

La plupart des recherches sur les systèmes de gouvernance, en particulier dans le contexte africain, ont exploré le rôle des structures formelles par rapport aux structures traditionnelles dans la résolution des conflits. Pour la plupart, ces analyses se sont concentrées sur l'importance des structures formelles (Galiani et Schargrodsky 2010 ; Conning et Robinson 2007). En leur absence, des pratiques informelles fortes et des normes pour régir les conflits ont également été suggérées pour créer des contextes plus pacifiques. Il y a même eu des tentatives pour les formaliser, en particulier dans les zones sujettes aux conflits (Blattman, Hartman, et Blair 2014).

Ainsi, bien que la théorie et la pratique indiquent de plus en plus que la gouvernance inclusive des ressources naturelles est un catalyseur pour l'atténuation des conflits et la résilience, le défi réside dans l'opérationnalisation de tels modèles dans des contextes avec des infrastructures limitées, un état de droit faible et des schémas historiques de marginalisation. Alors même que le **lien entre la consolidation de la paix et l'adaptation au climat** soit largement reconnu, les **données empiriques restent insuffisantes** pour déterminer si les interventions de gouvernance inclusive peuvent simultanément réduire la violence liée aux ressources et renforcer la résilience. En intégrant les résultats des conflits et de la résilience climatique dans la même analyse, cette étude comble cette lacune en examinant comment des scénarios hypothétiques de gouvernance inclusive ou non inclusive affectent la confiance des individus dans les institutions et leur capacité perçue à résister aux chocs climatiques, faisant ainsi avancer les preuves pour les conflits et l'adaptation.

En résumé, la littérature indique que les ressources naturelles peuvent soit attiser, soit atténuer les conflits, en fonction de la manière dont les institutions de gouvernance médiatisent les revendications concurrentes. Le cadre d'analyse « avidité ou grief » reste pertinent pour expliquer pourquoi certains acteurs s'engagent dans des violences liées aux ressources, mais un nombre croissant de données empiriques souligne que les structures de gouvernance locales et inclusives peuvent atténuer ces pressions et renforcer la cohésion sociale. Dans des régions comme le Mali et le Niger, de telles approches peuvent être particulièrement utiles pour concilier l'adaptation au changement climatique et les objectifs de consolidation de la paix, à condition qu'elles prennent en compte les écueils potentiels tels que la captation par les élites et la représentation inégale. S'appuyant sur ces travaux, la présente étude examine comment différents modèles de gouvernance des ressources influencent la dynamique des conflits et la résilience dans des contextes sahéliens fragiles, en mettant en lumière le lien plus large entre les facteurs de stress climatique, la conception institutionnelle et la stabilité des communautés.

Données et méthodologie

Afin de garantir la rentabilité et de s'appuyer sur les activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage existantes, cette étude s'appuie sur les données de l'enquête à mi-parcours du programme JASS, menée en décembre 2024 au Mali et au Niger. Un total de 3 687 personnes (participants et non-participants au programme JASS) situées dans les villages et communes de Koutiala, Ségou, Koulikoro, San - au Mali - et Maradi, Tahoua - au Niger - ont participé à l'enquête. Dans chaque village, les enquêteurs ont utilisé une technique de parcours aléatoire pour sélectionner les ménages. Compte tenu de la stratégie d'échantillonnage utilisée, ce modèle nous permet de faire des inférences sur les populations de ces régions spécifiques, mais cette étude ne se généralise pas nécessairement aux populations plus larges du Mali et du Niger.

Dans le cadre de cette étude, nous avons intégré un outil appelé « enquête expérimentale » au sein de l'enquête de mi-parcours. Les enquêtes expérimentales sont de plus en plus reconnues pour leur capacité à isoler les relations causales (Gerber et Green 2012). Elles permettent aux chercheurs d'assigner aléatoirement les répondants à différents traitements informationnels et donc de déduire l'impact causal de ces traitements sur les préférences et les opinions exprimées. Pour cette étude, cette méthode est particulièrement précieuse car elle permet une évaluation rigoureuse de l'impact de différents récits de

gouvernance sur les perceptions des individus, sans les complexités logistiques ni les coûts plus élevés associés aux expérimentations de terrain (Aguinis et Bradley 2014). Dans le cas présent, l'étude explore la façon dont les participants ont réagi à une série de questions après avoir été exposés de manière aléatoire à une variation d'un scénario lié à la gouvernance des ressources naturelles (vignettes). Ces vignettes sont expliquées plus en détail ci-dessous.

Les personnes interrogées ont été exposées de manière aléatoire à l'une des trois conditions de la vignette : une structure de gouvernance des ressources naturelles inclusive basée sur la communauté avec une probabilité de 0,25 ; une gouvernance des ressources naturelles centralisée avec une probabilité de 0,25 ; et la condition de contrôle avec une probabilité de 0,5. Cette assignation aléatoire permet de déterminer de manière causale les préférences des personnes interrogées, le groupe de référence (contrôle) étant le statu quo. Le statu quo reflète un mélange réel de traditions coutumières et d'institutions étatiques dans les villages étudiés ; il s'agit essentiellement d'un système coutumier descendant, centré sur la communauté et dépourvu de mécanisme formel de participation et d'inclusion. À l'inverse, la vignette centralisée décrit un système hypothétique dirigé par l'État, avec des procédures formelles et des mécanismes d'application. Cette assignation aléatoire nous permet d'isoler de manière causale l'effet de chaque modèle de gouvernance sur la résilience climatique, la cohésion sociale verticale, la légitimité institutionnelle et l'équité. Les vignettes sont décrites plus en détail dans le tableau 1.

La recherche sur le terrain pour l'évaluation à mi-parcours a également englobé 88 entretiens approfondis (KII) et 38 discussions de groupe (FGD) à travers le Mali et le Niger. Les entretiens approfondis comprenaient des participants au programme, des partenaires de mise en œuvre, l'équipe de gestion et de coordination du programme, des acteurs gouvernementaux et le personnel des bailleurs de fonds. Les discussions de groupe ont été menées avec la population ciblée dans toutes les régions du programme. Elles ont permis d'engager un dialogue ouvert et d'obtenir des points de vue divers. Nous nous appuyons sur certaines de ces données pour contextualiser nos conclusions ci-dessous.

Tableau 1. Aperçu des vignettes et des conditions expérimentales

Vignette	Description
Gouvernance communautaire inclusive des ressources naturelles	Comme vous le savez, les communautés sont confrontées à des défis en matière de gestion des ressources naturelles (par exemple, l'eau, les forêts, les terres) en raison des impacts du changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et la dégradation des sols. Imaginez que pour relever ces défis, votre communauté ait mis en place un système de gouvernance communautaire des ressources naturelles . Dans le cadre de ce système, les parties prenantes locales, notamment les agriculteurs, les dirigeants communautaires, les propriétaires fonciers et les utilisateurs des ressources, se réunissent régulièrement pour prendre des décisions concernant la gestion des ressources. Ces réunions sont ouvertes à tous et les décisions sont prises par consensus. Le système met l'accent sur la coopération et les conflits sont réglés par la médiation et le dialogue au niveau local. Des organisations externes, telles que des ONG, apportent leur soutien en proposant des formations sur les pratiques durables et les stratégies d'adaptation au climat, mais c'est la communauté qui prend les décisions relatives à l'utilisation des ressources.
Gouvernance centralisée des ressources naturelles	Comme vous le savez, les communautés sont confrontées à des défis en matière de gestion des ressources naturelles (eau, forêts, terres) en raison des impacts du changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et la dégradation des sols. Imaginez que pour relever ces défis, votre communauté ait mis en place un système de gouvernance des ressources naturelles centralisé et contrôlé par le gouvernement . Dans le cadre de ce système, les décisions relatives à la gestion des ressources (par exemple, l'allocation de

	l'eau, l'utilisation des forêts, la gestion des terres) sont prises par des agences gouvernementales au niveau national ou régional. Le gouvernement établit des réglementations et des politiques sur la manière dont les ressources sont utilisées et les fait respecter avec l'aide de la police. Les communautés locales participent peu au processus décisionnel, bien qu'elles puissent bénéficier d'incitations financières ou d'un soutien technique de la part du gouvernement pour s'adapter au changement climatique. Les conflits concernant les ressources naturelles sont résolus par des voies légales ou par des arbitres nommés par le gouvernement, plutôt que par le dialogue avec les communautés.
Statu quo (contrôle)	Comme vous le savez, les communautés sont confrontées à des défis en matière de gestion des ressources naturelles (eau, forêts, terres) en raison des effets du changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et la dégradation des sols. Imaginez que votre communauté continue à gérer les ressources naturelles comme elle le fait depuis des années .

Après la vignette qui leur a été attribuée, toutes les personnes interrogées ont répondu à cinq questions de suivi qui constituent nos variables de résultats. Ces questions évaluent les perceptions de la gestion des conflits, de l'équité dans l'allocation des ressources et de la résilience au changement climatique. Cette manipulation expérimentale est conçue pour produire des inférences causales en comparant les réponses entre ces groupes randomisés, le groupe de contrôle servant de référence pour comprendre les effets des deux interventions distinctes en matière de gouvernance.

Le tableau d'équilibre en annexe (Tableau A1) présente la distribution des variables analysées dans l'étude selon les différentes vignettes, montrant que, dans l'ensemble, les groupes comprennent des répondants aux caractéristiques personnelles et vécues variées. Le Tableau A2, également en annexe, montre la répartition des réponses aux différentes questions entre les groupes de vignettes. Ces tableaux indiquent que les groupes sont bien équilibrés en termes de caractéristiques personnelles et sociodémographiques, ce qui renforce la confiance dans le fait que toute différence observée dans les résultats est due aux traitements administrés plutôt qu'à des différences préexistantes entre les répondants.

Le choix d'intégrer une enquête expérimentale dans cette évaluation est méthodologiquement significatif. Comme mentionné ci-dessus, les enquêtes expérimentales sont largement utilisées pour obtenir des informations sur la causalité dans des contextes où les expériences randomisées sur le terrain pourraient être prohibitives en termes de coûts ou poser des problèmes d'ordre éthique. De plus, dans des contextes fragiles comme ceux du Mali et du Niger, où l'instabilité et d'autres contraintes peuvent empêcher des formes d'expérimentation plus intrusives, les enquêtes expérimentales offrent un moyen pratique et éthique de générer des preuves causales solides.

Tableau 2. Questions post-traitement

Thème	Question	Indicateur
Résilience climatique et conflit	1) Pensez-vous qu'il y aurait une augmentation de la résilience face aux défis liés au climat (par exemple, sécheresses, inondations, dégradation des sols) au sein de la communauté ? [oui/non]	Résilience
	2) Pensez-vous que le système réduira les conflits liés aux ressources naturelles (par exemple, l'eau, la terre, les forêts) au sein de la communauté ? [oui/non]	Réduction des conflits

Cohésion sociale verticale, légitimité et équité	3) Dans quelle mesure pensez-vous que les questions foncières seront gérées de manière équitable et transparente ? [Pas du tout/un peu/neutre/un peu/tout à fait]	Confiance
	4) Pensez-vous que la résolution des conflits/différends sera équitable ? [oui/non]	Équitable
	5) Pensez-vous que les autorités exprimeront les préoccupations et prendront des décisions qui bénéficient à l'ensemble des membres de la communauté ? [oui/non]	Bénéfique à tous les membres

RÉSULTATS CLÉS : QUELLES INSTITUTIONS FONCTIONNENT POUR LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES, LA RÉDUCTION DES CONFLITS ET LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Cette section présente les résultats de l'étude, en soulignant comment l'introduction d'une vignette spécifique a influencé les perceptions des participants sur différentes questions. Nous utilisons les moindres carrés ordinaires (MCO) pour estimer les paramètres, sauf indication contraire. Les erreurs standard sont regroupées au niveau du village, puisque c'est à ce niveau que les zones sont regroupées pour les activités du programme JASS. Le statu quo sert de groupe de contrôle (groupe de comparaison). Toutes les régressions incluent des effets fixes au niveau du village afin de contrôler les effets spécifiques à chaque localité qui pourraient influencer les résultats. Les régressions avec variables de contrôle incluent les variables suivantes : l'âge du participant, l'âge au carré (puisque nous nous attendons à ce que la relation entre l'âge et les réponses suive une courbe), une variable indicatrice indiquant si le répondant est une femme, ainsi que des variables indicatrices pour les activités JASS auxquelles les répondants ont participé (le cas échéant).

Perceptions de la cohésion sociale verticale, de l'équité et de l'inclusion

La cohésion sociale verticale et les sentiments d'inclusion sont essentiels dans les contextes fragiles, car ils peuvent prévenir l'extrémisme violent (Lichtenheld et al. 2022 ; 2021 ; Olawole, Lichtenheld et Sheely 2022). La reconnaissance des mécanismes susceptibles de tirer parti de cette cohésion peut soutenir les efforts qui y sont liés. Constatant que la qualité de la gouvernance joue un rôle essentiel, notre enquête expérimentale a exposé les répondants à différentes configurations de gouvernance, sans nécessairement juxtaposer les systèmes étatiques et non étatiques ou les arrangements formels et informels, mais plutôt en soulignant les variations de la qualité institutionnelle et en présentant différents systèmes et la manière dont chaque système est conçu pour répondre aux défis actuels auxquels les communautés sont confrontées.

Le Tableau 3 ci-dessous présente les résultats. Les colonnes (1) et (2) montrent la réponse à la question 3 du post-traitement, qui interroge les participants sur leur confiance dans la gestion équitable et transparente des questions foncières ; les colonnes (3) et (4) montrent les résultats de la question 4 du post-traitement concernant la résolution équitable des conflits ; et les colonnes (5) et (6) incluent les résultats de la question 5 du post-traitement, qui demande si l'on peut faire confiance aux autorités pour

introduire des décisions qui bénéficient à tous les membres de la communauté. Les colonnes (2), (4) et (6) représentent les spécifications privilégiées, car elles incluent les variables de contrôle.

Tableau 3. Gouvernance des ressources naturelles et perceptions de la cohésion sociale verticale et de l'inclusion

	(1) Q3. Système de confiance	(2)	(3) Q4. Équitable	(4)	(5) Q5. Bénéfice pour tous les membres	(6)
Dirigé par la communauté	0.541*** (0.063)	0.547*** (0.064)	0.195*** (0.019)	0.198*** (0.019)	0.185*** (0.021)	0.188*** (0.021)
Dirigé par l'État	0.036 (0.056)	0.029 (0.054)	0.035** (0.015)	0.031** (0.015)	0.044** (0.017)	0.040** (0.016)
Observations	3565	3565	3470	3470	3320	3320
R-carré ajusté	0.136	0.143	0.138	0.154	0.152	0.175
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Moyenne	3.016	3.016	0.797	0.797	0.802	0.802
SD	1.396	1.396	0.402	0.402	0.802	0.802
δ Dirigé par la communauté	1.422	1.605	1.777	2.265	1.680	2.098
δ Dirigé par l'État	1.659	0.663	1.150	0.699	1.650	1.073

Erreurs standard regroupées au niveau du village entre parenthèses.

Les variables de contrôle sont : l'âge, l'âge au carré, le sexe féminin et les activités JASS auxquelles la personne interrogée a participé (le cas échéant).

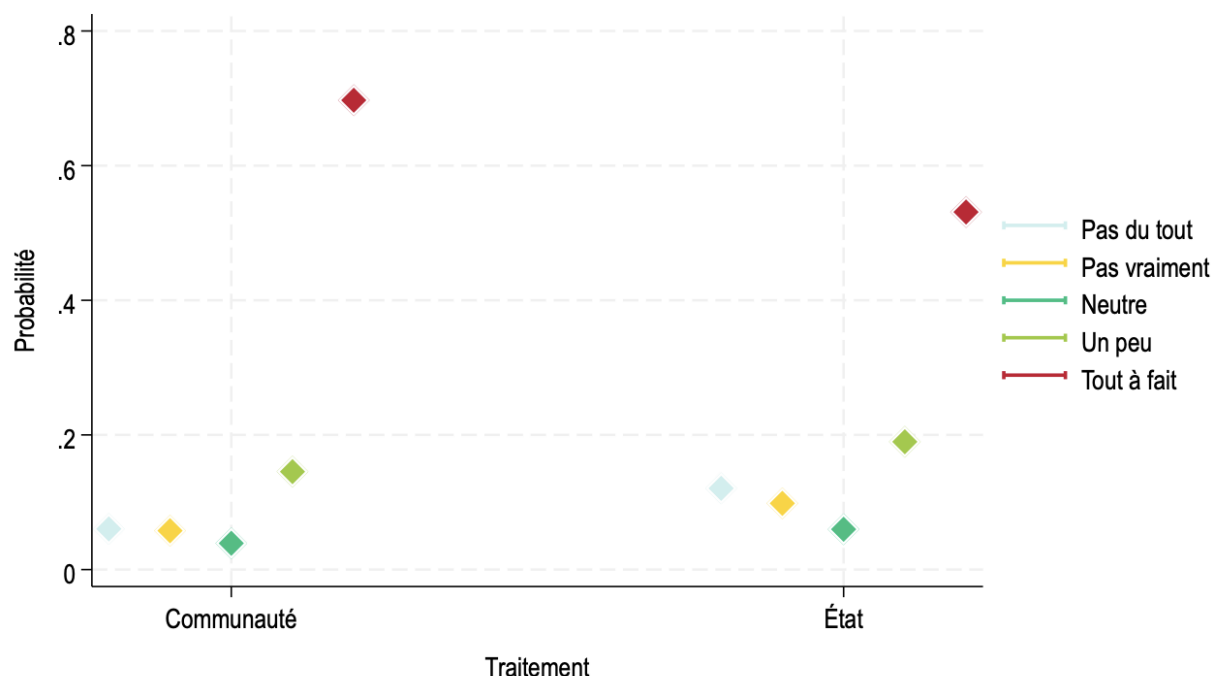
* p< 0.10 ** p< 0.05 *** p<0.01

Dans l'ensemble, les personnes interrogées dans les vignettes présentant le scénario d'un système de gouvernance communautaire inclusif ont répondu plus favorablement aux questions. Plus précisément, les répondants exposés à la vignette présentant un système de gouvernance communautaire inclusif étaient presque 20 % plus susceptibles que les répondants de la condition du statu quo d'indiquer que les conflits seraient résolus de manière équitable dans ce système, et 19 % plus susceptibles que le groupe du statu quo d'indiquer que, dans ce système, les autorités prendraient des décisions bénéficiant à tous les membres. Ces résultats sont statistiquement significatifs au niveau de 1 %. Les participants du groupe dirigé par l'État/centralisé ont enregistré des gains moins importants ; ils ont été plus nombreux que ceux du statu quo à exprimer leur croyance en des solutions plus équitables aux conflits (4,4 %) et leur optimisme quant au fait que les décisions des autorités conduiraient à des bénéfices pour tous (4 %).

Ces résultats sont complétés par les données qualitatives. Les participants aux discussions de groupe ont décrit l'impact du projet JASS sur la promotion d'une approche plus inclusive de la gestion des terres et des ressources, avec des améliorations particulières dans l'accès des femmes à la terre pour les cultures maraîchères.⁴ À M'Pessoba, au Mali, les participants aux groupes de discussion ont fait état d'une diminution des conflits liés à la terre, plusieurs personnes interrogées signalant en particulier une diminution des litiges entre agriculteurs et éleveurs.⁵ Cette diminution des conflits suggère l'émergence d'un sentiment de légitimité dans le système. Les participants ont également indiqué que la communauté comprenait mieux ses droits à la terre et aux ressources, un changement qu'ils attribuent aux interventions du projet JASS. La diminution rapportée des conflits, associée à une meilleure sensibilisation aux droits fonciers, suggère que les interventions pourraient contribuer à des pratiques de gestion des ressources plus stables.

La question 3 du post-traitement demande aux participants d'indiquer dans quelle mesure ils croient que les questions foncières seront gérées de manière équitable et transparente dans le système qui leur a été présenté dans la vignette. Les participants ont reçu une échelle allant de « Pas du tout » à « Tout à fait ». La figure 2 montre la probabilité que les répondants choisissent l'une des cinq options proposées. En d'autres termes, elle montre la probabilité qu'un répondant à qui l'on a présenté la vignette sur la gouvernance communautaire ou la vignette sur la gouvernance étatique choisisse l'une de ces options lorsqu'on l'interroge sur sa confiance dans le système pour gérer équitablement les questions foncières. Le tableau A3 de l'annexe montre le changement marginal dans le choix des réponses parmi les participants assignés aux différentes vignettes.

Figure 2. Probabilité prédite que les répondants sélectionnent chaque option de réponse à la question Q3 : « Dans quelle mesure pensez-vous que les questions foncières seront gérées de manière équitable et transparente ? »



⁴ Ma1_FGD_J_NGolonianasso_GIC

⁵ Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC

Note : Les personnes interrogées devaient choisir l'une des options suivantes pour répondre à la question « Dans quelle mesure pensez-vous que les questions foncières seront gérées de manière équitable et transparente ? » : (1) Pas du tout ; (2) Un peu ; (3) Neutre ; (4) Un peu ; (5) Tout à fait. La figure 2 montre la probabilité qu'un répondant choisisse l'une de ces réponses en fonction de la vignette qui lui a été lue.

Pour mieux interpréter la Figure 2, il convient de noter que 52,08 % des répondants du groupe « statu quo » ont choisi « tout à fait » lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils pensaient que les questions foncières seraient gérées de manière équitable et transparente dans le cadre de la vignette qui leur avait été attribuée (c'est-à-dire le système de gouvernance actuel dont ils disposent). Cependant, pour les répondants exposés à la vignette de gouvernance communautaire inclusive, cette proportion augmente de 18 points de pourcentage pour atteindre 70 %, ce qui indique une confiance beaucoup plus forte dans le fait que ce système permettrait de résoudre les conflits de manière équitable. En revanche, les participants à la vignette sur la gouvernance étatique n'ont pas montré de différence statistiquement significative par rapport au statu quo dans leur choix de réponses à cette question, avec environ 53,20 % des personnes interrogées dans ce groupe qui ont répondu "tout à fait" à la question.

Les résultats montrent que la gouvernance des ressources naturelles caractérisée par l'inclusivité, la réactivité et la transparence est susceptible de favoriser des niveaux plus élevés de cohésion sociale verticale, d'équité et de légitimité parmi les membres de la communauté.

Dans l'un des groupes de discussion à Koutiala, au Mali, les participants ont souligné l'importance d'une gestion équitable et transparente des terres et des ressources naturelles partagées, grâce à des réunions communautaires inclusives auxquelles participent les jeunes, les femmes et d'autres membres.⁶ Cela suggère également que les institutions dotées de cette qualité seront perçues comme justes et légitimes par les membres de la communauté. Dans un autre groupe de discussion, en décrivant l'impact du programme JASS sur l'accès aux ressources et leur gestion dans le village d'Adje Koria, au Niger, les participants ont qualifié de « juste et équitable » l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.⁷ L'une des personnes interrogées au sein de ce groupe de discussion a noté que les récoltes s'étaient déroulées sans conflit cette année, ce qui constitue un contraste frappant avec les années précédentes. Les participants ont également souligné la répartition équitable des ressources, chacun connaissant ses droits et ses responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles.

Perceptions de la résilience climatique et des conflits

Un élément central de la conception expérimentale était d'aborder le stress auquel les communautés sont confrontées lorsque les ressources naturelles s'épuisent ; un défi qui, comme le suggère la littérature, peut conduire à une augmentation des conflits à cause de ses effets nuisant sur les moyens de subsistance (Nassef et al. 2023 ; Tucker 2023), l'accès à des ressources naturelles limitées (Borras, Franco, et Nam 2020 ; Samhour et al. 2024 ; Barnett 2000), et d'autres mécanismes comportementaux et spécifiques au contexte (Burke, Hsiang, et Miguel 2015a ; 2015b).

Après avoir lu les vignettes, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que le système de gouvernance qui leur était présenté conduirait à une plus grande résilience climatique et à une réduction des conflits. Les résultats sont présentés dans le Tableau 4, les colonnes (2) et (4) étant les spécifications préférées, car elles tiennent compte de l'influence d'autres covariables.

⁶ Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM

⁷ Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC

Tableau 4. Gouvernance des ressources naturelles et perceptions de la résilience climatique et des conflits

	(1)	(2)	(3)	(4)
	Q1. Résilience climatique		Q2. Réduction des conflits	
Dirigé par la communauté	0.180*** (0.023)	0.184*** (0.023)	0.223*** (0.022)	0.226*** (0.023)
Dirigé par l'État	0.015 (0.018)	0.009 (0.019)	0.036** (0.018)	0.033* (0.017)
Observations	3385	3385	3455	3455
R-carré ajusté	0.109	0.130	0.154	0.163
Indicateurs de village	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles	Non	Oui	Non	Oui
Moyenne	0.728	0.728	0.767	0.767
SD	0.445	0.445	0.423	0.423
δ Dirigé par la communauté	1.374	2.255	2.383	3.156
δ Dirigé par l'État	0.502	0.204	0.748	0.609

Erreurs standard regroupées au niveau du village entre parenthèses.

Les contrôles inclus sont : l'âge, l'âge au carré, le sexe féminin et les activités JASS auxquelles la personne interrogée a participé (le cas échéant).

* p< 0.10 ** p<0.05 *** p<0.01

Les participants à la vignette sur le système de gouvernance communautaire inclusif étaient 18,4 % plus susceptibles que ceux du statu quo de croire que le système améliorerait la résilience aux chocs climatiques, et ils étaient presque 23 % plus susceptibles de déclarer que le système réduirait les conflits. Ces résultats sont statistiquement significatifs au niveau de 1 %. Cela signifie que la plupart des personnes interrogées dans ce groupe se sentent plus confiantes dans les possibilités d'un système de gouvernance communautaire inclusif pour fournir un cadre qui les aiderait à relever les défis liés à l'épuisement des ressources naturelles. En revanche, bien que les effets de la vignette dirigée par l'État soient statistiquement significatifs au seuil de 5 %, ils sont nettement plus faibles, ce qui indique que les répondants ont perçu des avantages limités dans une telle approche.

Ces résultats quantitatifs sont fortement appuyés par les données qualitatives, qui montrent comment des structures inclusives et communautaires peuvent renforcer la résilience. Par exemple, les discussions des groupes d'Adje Koria montrent que les membres de la communauté reconnaissent que le programme

JASS a renforcé la résilience de leur communauté grâce à des interventions ciblées.⁸ Les participants ont discuté de la manière dont l'amélioration de la distribution des semences, la formation agricole sur les pratiques intelligentes face au changement climatique et les initiatives « argent contre travail » ont contribué à stabiliser la production alimentaire et à réduire la vulnérabilité à la sécheresse et aux phénomènes météorologiques extrêmes. L'accent mis par les répondants sur l'amélioration de la productivité agricole et la réduction des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs a permis de mettre en évidence leur confiance croissante dans des mesures systémiques plus inclusives. De même, à Golondi, au Niger, les participants aux groupes de discussion ont expliqué comment les formations du projet sur l'alimentation du bétail, ainsi que la mise en œuvre de stratégies (telles que la délimitation de couloirs de transhumance et la création de banques de semences) ont contribué à atténuer les effets néfastes du changement climatique.⁹ Ils ont fait état de rendements agricoles plus élevés et d'une approche plus systématique de la gestion des ressources, que les participants ont interprétés comme des indicateurs tangibles d'une meilleure résilience au changement climatique et d'une réduction des conflits. Ces récits de mesures d'adaptation et de changements concrets dans les pratiques agricoles étayaient la conclusion selon laquelle la gouvernance communautaire renforce à la fois l'adaptation et la stabilité.

En effet, un informateur clé au Niger travaillant comme observateur des conflits dans le cadre d'un système d'alerte précoce, a expliqué qu'après que le programme JASS a contribué au renforcement des capacités des comités de résolution des conflits communautaires ainsi que du mécanisme d'alerte précoce (SCAP-RU), les conflits résolus en interne au sein des communautés d'intervention ont diminué d'« environ 50 % ».¹⁰ Cela souligne l'impact réel des structures de gouvernance localisées et inclusives sur la réduction des conflits. À Galba, au Niger, les membres des groupes de discussion ont souligné que la création de comités locaux était essentielle à la médiation pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ils ont noté que ces instances se réunissent régulièrement, favorisant le dialogue et empêchant l'escalade violente autour des droits à l'eau et aux pâturages.¹¹

Effets hétérogènes

Bien que les résultats présentés ci-dessus donnent un aperçu des préférences et des perceptions des personnes interrogées quant aux possibilités offertes par différents systèmes de gouvernance pour relever les défis auxquels ces communautés sont confrontées, ces résultats ne sont pas nécessairement homogènes parmi les répondants et peuvent varier en fonction des caractéristiques individuelles et du ménage, des expériences vécues et du contexte.

Cette section explore ces effets hétérogènes potentiels. Tout d'abord, nous examinons l'influence des caractéristiques individuelles sur les réponses aux questions présentées ci-dessus. Ensuite, nous étudions comment des contextes présentant des niveaux de violence différents peuvent affecter les perceptions des personnes interrogées. Toutes les régressions présentées dans cette section incluent des covariables.

A. Comment les caractéristiques individuelles influencent les préférences pour les institutions de gouvernance des ressources naturelles

⁸ Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC

⁹ (Ni2_FGD_J_Golondi_H)

¹⁰ Ni2_KII_J_Oumo_EWCO_M

¹¹ Ni1_FGD_J_Galba_PF

1) Répondants non autochtones

La littérature sur les systèmes de gouvernance a montré le rôle de l'identité dans la formation des préférences des individus. En particulier, dans le cas de l'Afrique, de nombreuses données ont mis en évidence les différences de préférences institutionnelles entre les populations autochtones et non autochtones (allochtone) (Winters et Conroy-Krutz 2021 ; Honig 2017 ; Ferree et al. 2023).

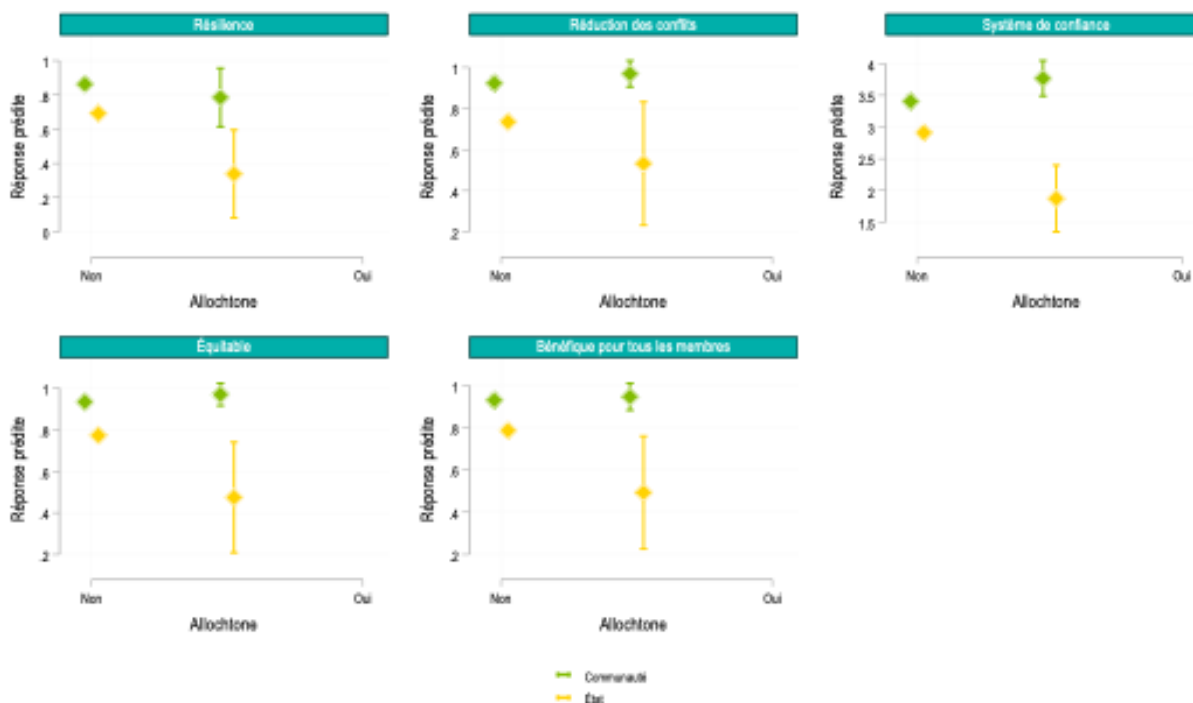
L'analyse présentée dans ce rapport approfondit cette question. Il est important de noter qu'en raison d'une limitation du processus d'énumération et des caractéristiques du contexte, dans lequel les personnes peuvent préférer ne pas s'identifier comme non autochtones (allochtone), il n'y a que soixante-dix répondants allochtones auto déclarés dans l'échantillon. Comme les allochtones vivent généralement dans des zones plus éloignées du centre des villages, il se peut également que la stratégie d'énumération nous ait empêchés d'atteindre ces populations. Cependant, ces résultats offrent quelques premières pistes d'analyses qui pourraient être approfondies dans le cadre de recherches futures.

La Figure 3 montre les réponses aux cinq questions post-traitement, ventilées en fonction de l'auto-identification des répondants en tant qu'autochtones et allochtones. Dans le cadre de la vignette communautaire, les autochtones et les allochtones ont répondu de manière uniformément positive aux questions, mais les estimations des allochtones sont nettement moins précises.¹² De plus, les allochtones de notre échantillon semblent généralement avoir des perceptions plus négatives, même s'ils semblent plus enclins à percevoir un système de gouvernance dirigé par la communauté comme meilleur que le statu quo. Ces résultats sont statistiquement significatifs au niveau de 1 %. Le Tableau A4 de l'annexe contient les résultats de la régression.

Lorsqu'ils sont exposés à la vignette dirigée par l'État, les estimations des allochtones sont à nouveau imprécises et elles fournissent généralement moins de réponses aux questions que les autochtones, mais aucune de ces différences n'atteint le seuil de signification statistique.

Figure 3. Réponses prédites des répondants non autochtones (allochtones) par vignette

¹² Cela se traduit par un intervalle de confiance plus large, qui représente une fourchette plus large dans laquelle une réponse est susceptible de se situer dans 95 % des cas.



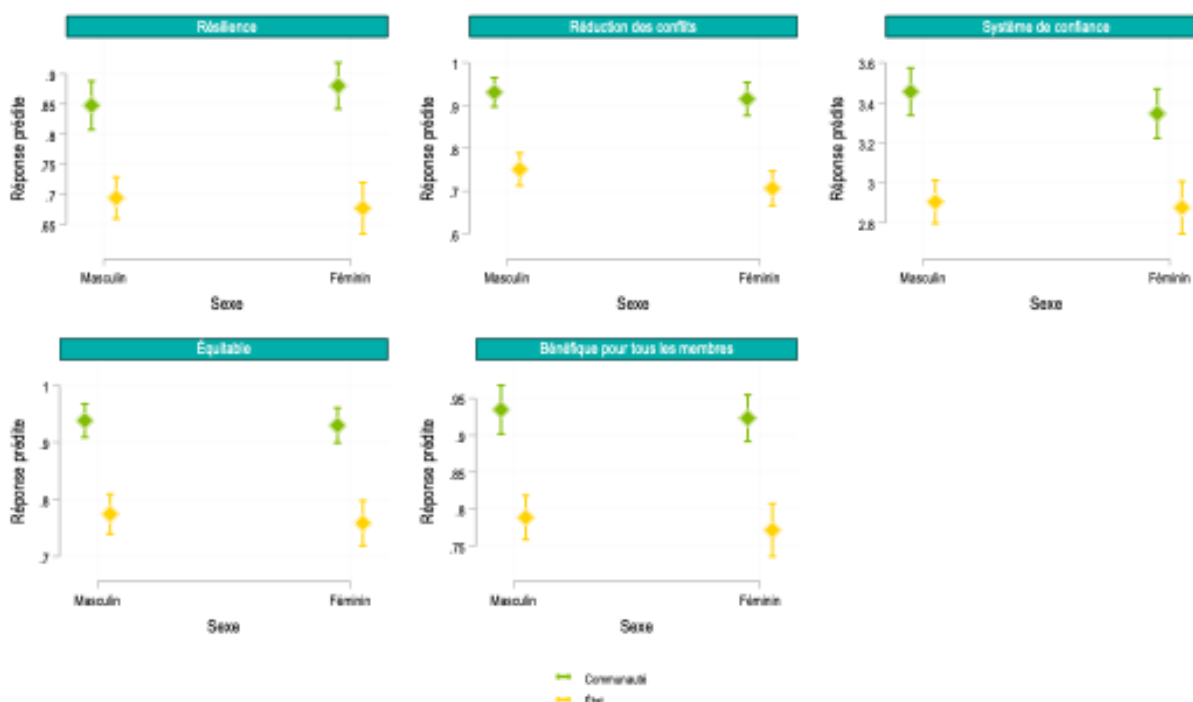
Cette Figure montre les réponses prédites des participants aux questions posées après le traitement, en fonction du fait qu'ils se considèrent comme appartenant à la population autochtone (indigène) ou allochtone (non indigène).

2) Personnes interrogées de sexe féminin

Une autre caractéristique potentiellement déterminante, que nous pensons a priori pouvoir influencer les perceptions des personnes interrogées, est leur sexe. Certaines données indiquent une préférence plus marquée des femmes pour les structures communautaires qui favorisent l'autonomisation et l'inclusion (PNUD 2016). Bien que nous n'ayons pas inclus de question spécifique au sexe dans l'analyse, les questions sont formulées de manière à susciter des préférences à l'égard de systèmes qui favorisent des réponses équitables bénéficiant à tous les membres. La Figure 4 présente les résultats de cette analyse.

Il est intéressant de noter qu'aucune différence statistiquement significative n'a été constatée entre les réponses des femmes et celles des hommes pour l'une ou l'autre des questions posées après le traitement (voir Tableau A5). Par exemple, les femmes interrogées étaient 1,4 % plus susceptibles que les hommes de dire que le système mis en place résoudrait les conflits, quelle que soit la condition qui leur a été attribuée, mais cette différence n'est pas statistiquement différente de zéro. Inversement, les femmes interrogées étaient moins optimistes que les hommes sur le fait que le système apporterait des bénéfices à tous les membres de la communauté. Là encore, cette différence n'est pas statistiquement significative. Ces résultats sont conformes à la littérature antérieure dans des contextes non occidentaux qui affirment que les préférences des femmes en matière de gouvernance ne diffèrent pas nécessairement de celles des hommes et peuvent même être plus conservatrices dans d'autres domaines en raison des normes de genre traditionnelles (Logan et Bratton 2006 ; Gottlieb, Grossman et Robinson 2015 ; Inglehart et Norris 2000).

Figure 4. Réponses prédites des femmes interrogées en fonction de la vignette



Cette figure montre les réponses prédites des participants aux questions posées après le traitement, en fonction de leur sexe.

B. Le rôle de la violence existante et perçue dans la formation des préférences pour les institutions de gouvernance des ressources naturelles

Cette section explore la manière dont les contextes violents peuvent affecter les préférences et les perceptions en matière de gouvernance. Nous reconnaissons la présence de la violence de deux manières. Tout d'abord, nous avons croisé les données avec celles sur les conflits provenant de la base de données ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) pour les zones couvertes par l'étude (Raleigh, Kishi, et Linke 2023). Pour cette analyse, nous nous basons sur les événements de conflit (non-manifestations ou émeutes) qui ont eu lieu l'année précédente avant le début de l'enquête dans un rayon de 25 km autour du centre du village enquêté. Pour faciliter l'analyse, nous transformons cette variable à l'aide de la fonction hyperbolique-sinus inverse, c'est-à-dire que nous convertissons les chiffres bruts des événements conflictuels en une mesure échelonnée.

La deuxième façon d'explorer les effets de la violence sur les préférences et les perceptions en matière de système de gouvernance consiste à s'appuyer sur l'une des questions de l'enquête, qui demande aux participants s'ils sont au courant de la présence d'affrontements violents au cours des six mois précédant

l'enquête.¹³ Pour mesurer les effets des connaissances des personnes, ces régressions contrôlent l'impact des événements conflictuels réels survenus, selon les données d'ACLED, au cours de l'année précédant l'enquête. Toutes les régressions de cette section incluent des effets fixes au niveau de la commune, ce qui permet de tenir compte des effets spécifiques à chaque région. Les erreurs standards sont regroupées au niveau du village.

Avant de passer aux résultats, il est important de souligner que, bien que l'ACLED soit l'une des ressources les plus utilisées pour suivre les événements de conflit et les manifestations, elle a ses limites. Tout d'abord, les données reposent sur les rapports des médias, les publications des ONG et d'autres sources secondaires.¹⁴ Cela peut potentiellement créer des biais, car cette information est plus répandue en milieu urbain qu'en milieu rural. De plus, dans les zones avec un niveau élevé de conflit, ces rapports peuvent être inexistantes en raison de difficultés contextuelles. Enfin, bien que l'ACLED triangule les informations, sa dépendance à l'égard des sources secondaires peut limiter sa précision, en particulier lorsqu'une seule source est disponible ou lorsque les barrières linguistiques empêchent d'obtenir des informations plus précises. L'inclusion d'effets au niveau de la commune tient compte des caractéristiques et dynamiques régionales sous-jacentes qui peuvent influencer les différences dans la disponibilité des données. En incluant des effets fixes pour chaque commune, nous reconnaissons tous les facteurs locaux propres à chaque commune (tels que la capacité de reportage, les conditions de sécurité, les normes de leadership, l'accès aux médias) qui pourraient affecter l'ampleur de l'enregistrement des événements conflictuels.

Dans l'ensemble, les résultats présentés ici peuvent être considérés comme suggestifs, en particulier pour le cas du Mali, où l'information est plus largement disponible. Ces modèles sont également utiles comme point de départ et peuvent être enrichis par l'accès à des données plus détaillées à l'avenir.

1) Événements de conflit (données ACLED)

D'après les données de l'ACLED, il existe une grande dispersion des niveaux de conflit dans les zones où l'enquête a eu lieu. Ceci est notamment le cas au Mali, où les villages de la commune de Niono ont connu plus de quarante conflits en moyenne, alors que d'autres localités, comme Niamana, n'ont connu aucun conflit. Au Niger, en dehors d'Azarori, à Madaoua, où un événement conflictuel a été rapporté, aucun événement conflictuel n'a été rapporté par l'ACLED.

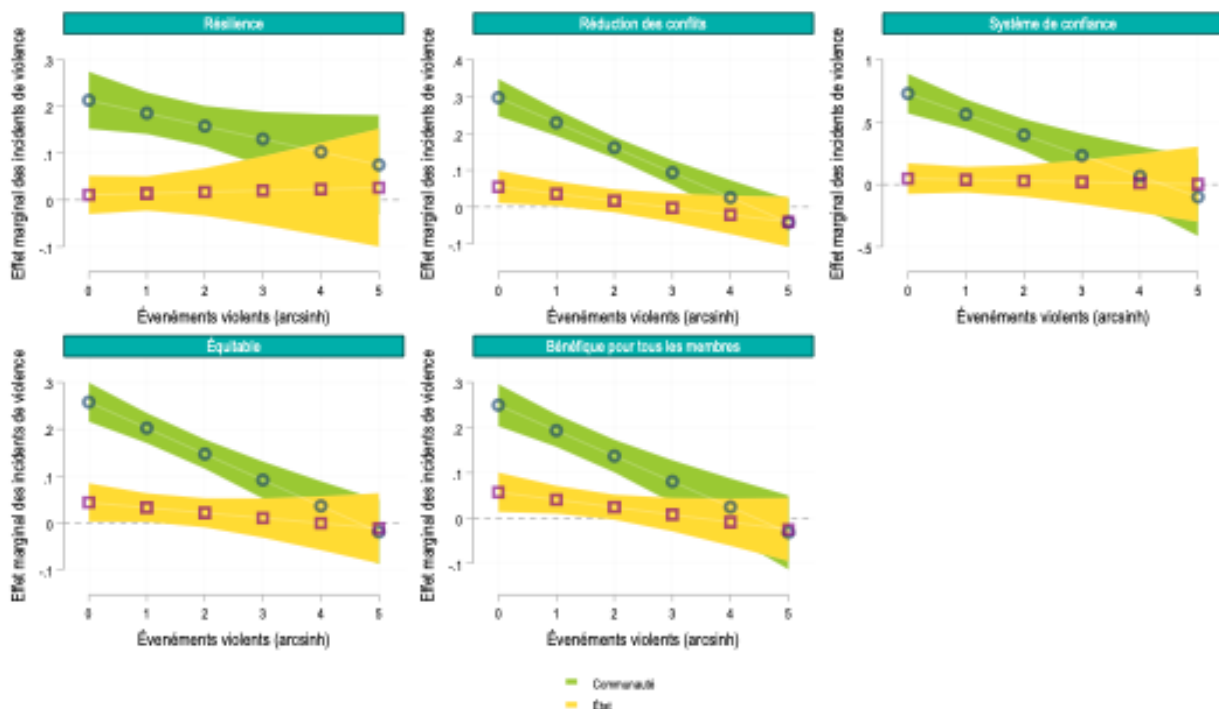
Cette variation généralisée des conflits nous amène à examiner si la présence d'une violence accrue affecte les perceptions et les préférences à l'égard des systèmes de gouvernance. La Figure 5 illustre comment la positivité prédite envers chaque système de gouvernance évolue à mesure que le nombre d'événements violents augmente. Dans les régions où les rapports de violence sont plus nombreux, les gens sont moins positifs quant aux effets potentiels d'un système de gouvernance. C'est notamment le cas des participants exposés à la vignette de la gouvernance communautaire inclusive, pour lesquels la probabilité d'une réponse plus positive diminue au fur et à mesure que l'on passe de zones où les événements violents sont moins nombreux à des zones où le nombre d'événements violents signalés est plus élevé (comme l'indique la pente plus marquée en vert, qui montre la tendance de l'évolution de la probabilité de donner une réponse positive à mesure que l'on se déplace vers des zones où les rapports

¹³ La question est la suivante : « D'après vos connaissances, y a-t-il eu des confrontations violentes dans votre communauté au cours des six derniers mois ? »

¹⁴ Bien que l'ACLED ait été jugée trop peu abondante pour les indicateurs de suivi et d'évaluation au Niger dans le cadre du programme JASS, ses données géocodées sur les événements peuvent toujours constituer un indicateur de recherche utile pour explorer les grandes tendances de la violence. Pour en tenir compte, nous complétons ces données avec les perceptions des participants sur la violence dans leurs communautés et nous incluons des effets au niveau de la commune pour tenir compte des différentes caractéristiques régionales sous-jacentes et de la dynamique des conflits.

de conflit sont plus fréquents). Les résultats pour les personnes exposées à la vignette dirigée par l'État restent plus ou moins les mêmes, bien qu'ils deviennent moins précis à mesure que les rapports de conflit augmentent, comme le montrent les intervalles de confiance plus larges (par exemple, les zones jaunes plus larges).

Figure 5. Effet de l'augmentation de la violence



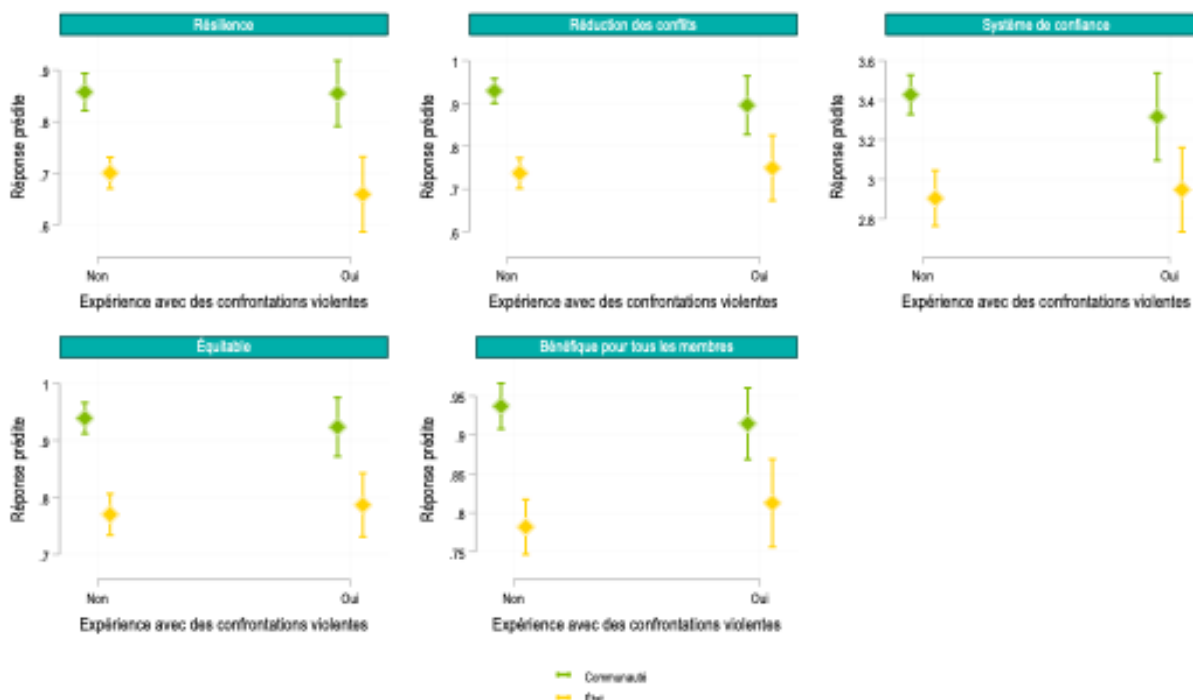
2) Violence communautaire

Après avoir perçu un effet clair de la violence communautaire sur la perception qu'ont les gens d'une gouvernance efficace (mesurée à l'aide des différentes questions présentées ci-dessus), nous avons également cherché à savoir si la connaissance réelle des confrontations violentes affectait les réponses des gens. Comme le montre la Figure 6, ce n'est pas le cas. En fait, il n'y a pas de tendance claire en ce qui concerne les personnes qui signalent des confrontations violentes récentes dans leur communauté et leurs perceptions. Pour toutes les questions introduites après la lecture d'une vignette, les résultats deviennent moins précis pour ces participants, et il n'y a pas de tendance claire dans leurs réponses, qui ne sont pas statistiquement significatives aux niveaux habituels de signification.

Les résultats présentés dans cette section s'alignent sur la littérature, montrant que les perceptions de la sécurité sont pertinentes pour façonner la confiance dans les structures de gouvernance (Nomikos et Stollenwerk 2024). Parallèlement, bien que limitées, certaines données indiquent également que l'exposition réelle à la violence pourrait ne pas avoir le même effet marquant (Deglow et Fjelde 2024). En outre, les effets divergents entre les événements recensés par ACLED et la violence perçue au sein de la communauté mettent en évidence d'importantes différences liées aux méthodes de mesure. L'ACLED saisit des événements plus substantiels et rapportés, alors que l'enquête enregistre la connaissance directe des individus aux confrontations locales (même celles à petite échelle ou résolues de manière informelle). Par conséquent, les villages où le nombre de rapports d'ACLED est élevé se sont montrés légèrement moins optimistes quant à la gouvernance inclusive, mais l'exposition personnelle à la violence

n'a pas atténué les perceptions positives. Il convient de noter que même dans les zones où la violence est la plus signalée par ACLED, les personnes interrogées à qui l'on a montré la vignette dirigée par la communauté ont tout de même enregistré des gains substantiels dans les résultats mesurés par rapport au statu quo. La baisse plus marquée dans les villages où la violence est élevée selon l'ACLED peut refléter des biais de déclaration ou le stress quotidien écrasant qui rend plus difficile d'imaginer une gouvernance "idéale" dans l'abstrait. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que les structures de gouvernance dirigées par la communauté renforcent la confiance et la résilience dans toute la gamme des situations de sécurité locale. Nous explorons plus en détail les implications de cette divergence dans les recommandations ci-dessous.

Figure 6. Valeur prédite lors de la reconnaissance des confrontations violentes perçues



RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS

Ce rapport a permis de mettre en lumière les préférences et les perceptions en matière de gouvernance dans les régions du Mali et du Niger où le programme JASS est mis en œuvre.¹⁵ Les résultats de ce rapport soutiennent l'idée que l'exposition à des systèmes de gouvernance inclusifs dirigés par les communautés génère des niveaux de confiance plus élevés, une résolution des conflits plus équitable et une plus grande résilience aux chocs climatiques que les systèmes centralisés dirigés par l'État et les arrangements de statu quo. Ils renforcent un principe central de la théorie du changement du programme JASS : si les institutions responsables de la prévention et de la gestion des conflits fonciers sont plus inclusives, et si les membres de la communauté à tous les niveaux sont autonomisés et mobilisés en tant que participants actifs de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix, *alors* les communautés et les institutions seront en mesure de prévenir les conflits avant qu'ils n'émergent et de les résoudre avant qu'ils ne deviennent violents. Ils valident également l'hypothèse sous-jacente de la théorie du changement selon laquelle les communautés dotées d'institutions plus inclusives, qui responsabilisent et mobilisent les citoyens, seront plus résilientes face aux défis liés au changement climatique, connaîtront moins de conflits liés aux ressources naturelles, auront des institutions plus efficaces, considéreront ces institutions comme légitimes et équitables et disposeront de meilleurs mécanismes de résolution des conflits.

Les données de l'enquête expérimentale montrent que les personnes interrogées exposées à des vignettes inclusives et gérées localement sont nettement plus susceptibles de faire confiance à l'arbitrage des questions de gestion des terres, de s'attendre à une réduction des conflits concernant les ressources naturelles, et de croire en la capacité de leur communauté à résister aux défis et aux chocs liés au climat.

¹⁵ Cette étude a inclus des participants et des non-participants aux activités du programme JASS. L'expérience d'enquête utilisée dans cette étude ne repose pas sur la participation au programme JASS. L'attribution aléatoire des vignettes et le contrôle de la participation de JASS signifient que ces résultats ne sont pas directement axés sur le programme lui-même. Les futures recherches quasi-expérimentales menées dans le cadre de JASS comprendront une évaluation plus solide du programme en comparant les zones d'intervention de JASS et les zones voisines où JASS ne fonctionne pas.

L'assignation aléatoire et l'équilibre entre les différentes covariables nous permettent d'identifier ces liens de manière causale. Les données qualitatives du Mali et du Niger corroborent les résultats, soulignant que l'autonomisation des comités locaux et la clarification des droits sont perçues comme justes et transparentes.

Nous avons également examiné comment les caractéristiques individuelles et contextuelles influencent ces résultats. Bien que les répondants allochtones auto-identifiés soient sous-échantillonnés et aient généralement des opinions légèrement plus négatives dans toutes les vignettes, ils ont néanmoins préféré le modèle dirigé par la communauté au statu quo. Les réponses des hommes et des femmes ne diffèrent pas de manière statistiquement significative, ce qui souligne que le genre ne modifie pas de manière significative les préférences en matière de gouvernance dans ce contexte. Les résultats concernant la violence sont un peu plus nuancés. Les données de l'ACLED ont révélé une érosion modérée des perceptions positives dans les villages les plus conflictuels, même si la vignette inclusive reste significativement plus fiable que le statu quo dans les zones où la violence rapportée est limitée. En revanche, les rapports des répondants sur les confrontations récentes n'ont pas eu d'effet significatif sur l'opinion qu'ils ont de l'un ou l'autre système. Ensemble, ces modèles indiquent que les structures de gouvernance inclusives conservent leurs bénéfices quel que soit le niveau de violence. Cela signifie que les équipes de programme devraient s'appuyer sur les perceptions des communautés, mais aussi sur des données d'incidents à grande échelle.

Cependant, les résultats ne sont pas sans limites. Comme indiqué précédemment, la part des répondants non autochtones dans l'échantillon est plutôt faible, ce qui empêche de comprendre pleinement les préférences de ce secteur de la population dans les régions où l'enquête a été menée. Toutefois, les réponses montrent une tendance claire à travers les questions posées aux participants. Il sera pertinent d'explorer davantage ces tendances dans le cadre de recherches futures.

Ces observations ont des implications urgentes pour la conception des programmes, les recommandations aux bailleurs, aux gouvernements et aux décideurs politiques, ainsi que des enseignements pour la formulation des politiques. À l'avenir, le programme JASS – ainsi que d'autres programmes similaires – devraient tirer parti de ces enseignements pour construire des institutions durables, capables de s'adapter aux chocs et aux stress qui affectent les communautés. Ils doivent renforcer et étendre les innovations en matière de gouvernance qui mettent l'accent sur l'autonomie locale, l'inclusion et l'adaptabilité. Nous présentons ci-dessous cinq recommandations stratégiques adaptées à l'équipe de JASS, au FCDO et à l'écosystème plus large de la société civile, des praticiens, des gouvernements, des bailleurs et des parties prenantes qui travaillent à l'intersection du climat, des conflits et de la gouvernance.

Institutionnaliser et renforcer à plus grande échelle les structures et des mécanismes de gouvernance inclusive dirigés par les communautés. Les résultats montrent l'importance de l'inclusion et de l'autonomisation des membres de la communauté dans la gouvernance des ressources naturelles. Ces éléments suggèrent également la nécessité de pérenniser les avantages liés à la prise de décision communautaire. Le programme JASS dispose déjà de quelques modèles prometteurs en ce sens, notamment à travers son travail avec des institutions axées sur la gestion foncière – telles que les Commissions Foncières (COFO à différents niveaux dans les deux pays) – et la gestion/prévention des conflits (les CRC au Mali et les SCAP/RU au Niger). Ces initiatives contribuent à promouvoir un accès équitable à la prise de décision par les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap, tout en contribuant à la perception d'une gestion des ressources plus inclusive. Ces mécanismes devraient être inscrits dans les cadres de gouvernance locale et intégrés aux institutions existantes. Les données et les preuves montrent qu'il existe une différence significative entre le statu quo et un système inclusif dirigé par la communauté. Il est impératif de renforcer le statu quo en y intégrant des caractéristiques plus inclusives, telles que ceux présentés dans le système hypothétique décrit dans ce rapport. Cela implique de

poursuivre l'expansion et la mise à l'échelle de ces efforts, dans la mesure du possible. JASS devrait travailler avec les communautés pour codifier ces caractéristiques. En outre, au niveau politique, les décideurs et les gouvernements devraient également codifier ces caractéristiques et structures institutionnelles, et veiller à ce que les ressources nécessaires soient mobilisées pour ancrer ces cadres.

Améliorer la représentation inclusive. Dans le cadre du système de gouvernance communautaire inclusif présenté aux personnes interrogées dans la vignette, les parties prenantes locales étaient directement impliquées dans la prise de décision. Même lorsque des ONG externes fournissaient un soutien et une formation, les décisions relatives à l'utilisation des ressources émanaient de la communauté. Comme mentionné ci-dessus, les personnes interrogées ont vu un lien direct entre un tel système et la résolution des conflits, la légitimité et la résilience climatique. Néanmoins, en réalité, la participation peut être entravée par certains obstacles pratiques. Par exemple, nos données ont montré (avec des limites) que les ménages non autochtones (allochtones) exprimaient des opinions plus prudentes, même au sein de ce système. Par conséquent, il est important que les équipes du programme et les autres parties prenantes s'efforcent d'éliminer les obstacles à l'accès, à titre d'exemple, en proposant des incitations afin d'accroître la participation. L'élargissement de la participation reste essentiel pour la légitimité et l'efficacité. Le programme JASS en est conscient et a noté une augmentation de la participation aux organes de décision de 16% à 34% au Niger en 2024. JASS et les autres parties prenantes doivent continuer à assurer la représentation dans la gouvernance locale, ce qui pourrait également se traduire en publication de lignes directrices sur la sensibilisation inclusive et l'obligation de la représentation lorsque c'est possible. Les décideurs politiques devraient rendre obligatoire l'adhésion inclusive dans les chartes et les lignes directrices. En intégrant l'inclusion à la fois dans le tissu des structures et des processus de gouvernance, les parties prenantes peuvent favoriser un sentiment plus profond d'appropriation, de confiance et d'équité parmi les membres de la communauté.

Intégrer l'adaptation intelligente au climat dans les systèmes de gouvernance. Les chocs climatiques et la pénurie de ressources sont les principaux moteurs de la violence au Sahel. La convergence de la rareté des ressources, des chocs climatiques et des conflits exige que les structures de gouvernance intègrent l'adaptation au climat dans leurs programmes. Les résultats réitèrent la nécessité d'une gouvernance des ressources naturelles pour renforcer la résilience face aux défis liés au climat. Dans l'hypothétique système communautaire inclusif présenté dans la vignette, des organisations externes, telles que des ONG, ont apporté leur soutien en proposant des formations sur les pratiques durables et les stratégies d'adaptation au climat. Cela montre que les communautés exposées à des systèmes de gouvernance qui intègrent des pratiques d'adaptation auront davantage confiance en leur résilience. JASS est déjà sur la bonne voie grâce aux efforts déployés en matière d'interventions agricoles résistantes au climat, qui présentent des avantages substantiels en termes de pratiques adaptées. L'expansion des infrastructures hydrauliques du programme représente également une intensification stratégique des efforts visant à répondre aux besoins d'adaptation intelligente au climat et de prévention des conflits. L'approche de renforcement institutionnel de JASS, qui comprend la capacité physique et la gestion des connaissances, permet de développer cette capacité. Les systèmes de gouvernance doivent continuer à adapter ces mécanismes, notamment en allouant du temps et un budget pour former les membres aux techniques intelligentes face au climat. Le programme devrait s'appuyer sur ces succès avérés en matière d'adaptation intelligente au climat, conditionnés par la prise de décision au niveau local. Au fil du temps, l'intégration de l'adaptation au climat dans la gouvernance inclusive des ressources renforcera la résilience et la cohésion sociale verticale.

Doter les systèmes de gouvernance inclusifs de capacités de résolution des conflits. Étant donné la légitimité des structures de gouvernance des ressources naturelles dirigées par les communautés, il est impératif de capitaliser sur cette légitimité et de renforcer leurs capacités de résolution des conflits. Les données montrent que certaines institutions jouent un rôle clé dans la réduction des conflits liés aux

ressources naturelles et dans la promotion d'une résolution plus équitable des différends. Il est donc essentiel de doter ces systèmes de compétences en négociation, de formation en médiation, de connaissances de base en droit foncier, ainsi que de mécanismes de documentation des accords. Le travail de JASS avec les COFO au Mali a conduit à des augmentations mesurables des taux de résolution des conflits, démontrant la valeur de l'investissement dans les institutions locales. Ces gains reflètent le succès du programme de renforcement des institutions locales dans la gestion des tensions liées aux ressources. En conséquence, JASS devrait approfondir la formation à la résolution des conflits, étendre son soutien à d'autres institutions de résolution des conflits et favoriser la collaboration entre les systèmes et les institutions. L'intégration d'un tel soutien et d'éléments de renforcement des compétences dans la gestion des ressources reste un élément essentiel à la réussite. Parallèlement, l'analyse menée dans cette étude souligne que les données d'incidents à grande échelle (ACLED) peuvent occulter les frictions quotidiennes auxquelles les résidents sont confrontés. Pour combler cet écart, JASS devrait intégrer des indicateurs de violence signalés par les communautés en complément des données d'ACLED, afin d'adapter son appui aux besoins spécifiques de chaque village. Concrètement, cela pourrait signifier de piloter d'abord les interventions dans des zones relativement moins touchées par la violence afin de générer des « éléments probants » locaux, puis d'étendre ces mêmes structures aux zones plus conflictuelles en y intégrant des mesures spécifiques de sécurité et de médiation fondées sur les retours des communautés. En intégrant des fortes capacités de résolution des conflits dans des cadres de gouvernance inclusifs (et en harmonisant les données générales et locales), les programmes peuvent garantir que ces institutions restent équitables, dignes de confiance et résilientes, même sous les pressions locales les plus fortes.

Renforcer la coordination et la responsabilité entre l'État et la communauté. Cette étude a révélé un besoin important de briser les murs entre l'État et la communauté pour une gestion cohérente des ressources. Bien que les systèmes inclusifs et dirigés par la communauté aient généré les gains de confiance et de résilience les plus importants, les personnes interrogées exposées à la vignette dirigée par l'État ont tout de même fait état d'améliorations modestes dans leur croyance en une résolution équitable des conflits par rapport au statu quo. Cela suggère que, lorsque les institutions étatiques sont fonctionnelles et réactives, elles peuvent renforcer les accords négociés localement en apportant une capacité d'application et une légitimité. Par exemple, les membres de la commission foncière communale (COFOCOM) au Niger ont souligné comment le soutien de JASS à la délivrance de titres fonciers officiels et à la réalisation de visites de suivi a permis d'ancrer les pactes négociés localement dans les cadres juridiques existants, renforçant à la fois leur application et leur respect à long terme. Il est essentiel de combler le fossé existant entre la gouvernance locale et les autorités officielles pour relever les défis à l'intersection des chocs climatiques, de la résilience et des conflits. Bien qu'il reste impératif de travailler avec les communautés, les bailleurs et les praticiens doivent également favoriser une meilleure collaboration entre l'État et les communautés. Cela pourrait prendre la forme de forums conjoints visant à clarifier les rôles et les modalités de collaboration, tout en mettant en lumière les accords communautaires. Étant donné l'importance de la redevabilité pour la légitimité, les décideurs politiques doivent formaliser ces mécanismes. En encourageant un dialogue régulier et structuré, il y aura une responsabilité mutuelle entre les organes de gouvernance locaux et communautaires et dispositif étatique.

RÉFÉRENCES

- Adger, W. N. 2006. « Vulnérabilité ». *Global Environmental Change* 16 (3) : 268–281.
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.02.006>.
- Adano, W. R., T. Dietz, K. Witsenburg, et F. Zaal. 2012. « Climate Change, Violent Conflict, and Local Institutions in Kenya's Drylands (Changement climatique, conflits violents et institutions locales dans les zones arides du Kenya) ». *Journal of Peace Research* 49 (1) : 65-80.
- Albertus, Michael. 2025. « *Le pouvoir foncier : Qui l'a, qui ne l'a pas, et comment cela détermine le destin des sociétés* ». Première édition. New York : Basic Books.
- Aguinis, Herman, et Kristopher Bradley. 2014. « Best-Practice Recommendations for Designing and Implementing Experimental Field Studies (Recommandations de meilleures pratiques pour la conception et la mise en œuvre d'études expérimentales sur le terrain) ». *Journal of Applied Psychology* 99, (2) : 230-247.
- Barnett, Jon. 2000. « Destabilizing the Environment-Conflict Thesis (Déstabiliser la thèse environnement-conflit) ». *Review of International Studies* 26 (2) : 271-88.
- Blattman, Christopher, Alexandra C. Hartman et Robert A. Blair. 2014. « How to Promote Order and Property Rights under Weak Rule of Law ? Comment promouvoir l'ordre et les droits de propriété dans un État de droit faible ? An Experiment in Changing Dispute Resolution Behavior through Community Education (Comment promouvoir l'ordre et les droits de propriété dans un État de droit faible ?) ». *American Political Science Review* 108 (1) : 100–120.
<https://doi.org/10.1017/S0003055413000543>.
- Boone, Catherine. 2018. « Shifting Visions of Property under Competing Political Regimes (Visions changeantes de la propriété sous des régimes politiques concurrents) » : Changing Uses of Côte d'Ivoire's 1998 Land Law. *Journal of Modern African Studies* 56 (2) : 189–216.
<https://doi.org/10.1017/S0022278X18000198>.
- Borras, Saturnino M., Jennifer C. Franco, et Zau Nam. 2020. « Climate Change and Land : Insights from Myanmar » (Changement climatique et terres : réflexions sur le Myanmar). *World Development* 129 (mai):104864. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104864>.
- Burke, Marshall, Solomon M. Hsiang, et Edward Miguel. 2015a. « Climate and Conflict (Le Climat et le Conflit) ». *Annual Review of Economics* 7 (1) : 577–617. <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080614-115430>.
- . 2015b. « Effet global non linéaire de la température sur la production économique ». *Nature* 527 (7577) : 235–39. <https://doi.org/10.1038/nature15725>.
- Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 2000. « Greed and Grievance in Civil War (Cupidité et griefs dans la guerre civile) ». *Oxford Economic Papers* 56 (4) : 563-595.
- Conning, Jonathan H., et James A. Robinson. 2007. « Property Rights and the Political Organization of Agriculture (Droits de propriété et organisation politique de l'agriculture) ». *Journal of Development Economics* 82:416-47. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2005.08.001>.
- Deglow, Annekatrin, et Hanne Fjelde. 2024. « Violent Elections and Citizens' Support for Democratic Constraints on the Executive : Evidence From Nigeria. » *Comparative Political Studies* 57 (4) : 613-643.

- Fearon, James D., et David D. Laitin. 2003. « Ethnicity, Insurgency, and Civil War ». *American Political Science Review* 97(1) : 75-90.
- Ferree, Karen E., Lauren Honig, Ellen Lust et Melanie L. Phillips. 2023. « Land and Legibility : When Do Citizens Expect Secure Property Rights in Weak States ? (Quand les citoyens s'attendent-ils à des droits de propriété sûrs dans des États faibles ?) » *American Political Science Review* 117 (1) : 42–58. <https://doi.org/10.1017/S0003055422000417>.
- Galiani, Sebastian, et Ernesto Schargrodsky. 2010. « Property Rights for the Poor : Effects of Land Titling (Droits de propriété pour les pauvres : effets de l'attribution de titres de propriété). » *Journal of Public Economics* 94 (9-10) : 700–729. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2010.06.002>.
- Gerber et Green 2012. « *Field Experiments : Design, Analysis, and Interpretation* ». New York : W. W. Norton & Company.
- Gottlieb, Jessica, Guy Grossman et Amanda Lea Robinson. 2015. « Les hommes et les femmes ont-ils des préférences politiques différentes, et si oui, pourquoi ? Déterminants et implications des 'bons' et 'mauvais' écarts de genre en Afrique. » Document de travail *AfroBaromètre* n° 153 (février). <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/AfropaperNo153.pdf>.
- Hakiman, Kamran, et Ryan Sheely. 2024. « Planification participative dans les zones arides d'Afrique de l'Est, deuxième étape : de la poursuite d'une panacée illusoire à l'apprentissage pratique ». SPARC.
- Honig, Lauren. 2017. « Sélectionner l'État ou choisir le chef ? Les déterminants politiques de l'attribution de titres fonciers aux petits exploitants ». *World Development* 100:94-107. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.07.028>.
- . 2022a. « *Land Politics : How Customary Institutions Shape State Building in Zambia and Senega* ». Cambridge : Cambridge University Press.
- . 2022b. « The Power of the Pen : Informal Property Rights Documents in Zambia (Le pouvoir de la plume : Documents informels sur les droit de propriété en Zambie ». *African Affairs* 121 (482) : 81–107. <https://doi.org/10.1093/afraf/adab034>.
- Homer-Dixon, Thomas. 1999. « Environment, Scarcity, and Violence ». Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Humphreys, Macartan. 2005. « Natural Resources, Conflict, and Conflict Resolution: Uncovering the Mechanisms (Ressources naturelles, conflits et résolution des conflits) ». *Journal of Conflict Resolution* 49 (4) : 508-537.
- ICG. 2017. « Le Niger et Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection ». Rapport sur l'Afrique n° 245. Bruxelles : International Crisis Group.
- ICG. 2021. « Central Mali : Mettre un terme au nettoyage ethnique ». Briefing Afrique No. 162. Bruxelles : International Crisis Group.
- Inglehart, Ronald, et Pippa Norris. 2000. « The Developmental Theory of the Gender Gap : Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective ». *International Political Science Review* 21 (4) : 441-63.
- Lichtenheld, Adam, Lisa Inks, Siaka Millogo et Ryan Sheely. 2022. « Mobiliser les communautés pour renforcer la cohésion sociale et réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent ». Mercy Corps.
- Lichtenheld, Adam, Emilie Tankora, Lisa Inks et Ryan Sheely. 2021. « Comprendre les liens entre la cohésion sociale et la violence : Evidence from Niger ». Mercy Corps.

- Logan, Carolyn, et Michael Bratton. 2006. « The Political Gender Gap In Africa : Attitudes similaires, comportements différents ».
- Mercy Corps. 2017. « Motivations et promesses vides : Voix d'anciens combattants de Boko Haram et de jeunes Nigériens. » Portland, OR : Mercy Corps.
- Nassef, Magda, Eba, Bedesa, Islam, Kishmala, Djohy, Georges, et Flintan, Fiona. 2023. « Causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique : A Systematic Scoping Review ». SPARC.
- Nomikos, William G., et Eric Stollenwerk. 2024. « Plus de sécurité, plus de confiance ? Security Perceptions as a Source of Government Trust in Post-Conflict Settings ». *Journal of Intervention and Statebuilding*, 1-22.
- OCHA. 2021. « Niger : Aperçu des besoins humanitaires 2021 ». New York, NY : OCHA.
- OCDE. 2020. « La géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Études sur l'Afrique de l'Ouest ». Paris : Éditions OCDE.
- Olawole, Ifeoluwa, Adam Lichtenheld et Ryan Sheely. 2022. « Renforcer la cohésion sociale pour prévenir la violence : 10 leçons pour les décideurs et les praticiens ». Washington D.C. : Mercy Corps.
- Ostrom. 1990. « *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action* ». Cambridge : Cambridge University Press.
- Raleigh, Clionadh, et Henrik Urdal. 2007. « Changement climatique, dégradation de l'environnement et conflit armé ». *Political Geography* 26 (6) : 674-694.
- Raleigh, Clionadh, Roudabeh Kishi et Andrew Linke. 2023. « Political Instability Patterns Are Obscured by Conflict Dataset Scope Conditions, Sources, and Coding Choices (Les modèles d'instabilité politique sont masqués par les conditions de portée, les sources et les choix de codage des ensembles de données sur les conflits) ». *Humanities and Social Sciences Communications* 10 (1) : 74. <https://doi.org/10.1057/s41599-023-01559-4>.
- Ratner, Blake D., Ruth Meinzen-Dick, Candace May et Eric Haglund. 2017. « Conflit de ressources, action collective et résilience : An Analytical Framework. » *International Journal of the Commons* 11 (2) : 877-903.
- Rustad, Siri A., et Hanne M. Binningsbø. 2012. « A Price Worth Fighting For ? Natural Resources and Conflict Recurrence ». *Journal of Peace Research* 49 (4) : 531-546.
- Samhour, Jameal F., Blake E. Feist, Michael Jacox, Owen R. Liu, Kate Richerson, Erin Steiner, John Wallace, et al. 2024. « Stay or Go ? Variation géographique des risques dus au changement climatique pour les flottes de pêche qui s'adaptent sur place ou en mouvement ». *PLOS Climate* 3 (2) : e0000285. <https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000285>.
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). 2021. Fiche d'information sur le climat, la paix et la sécurité : Mali. Stockholm : SIPRI. Disponible en ligne à l'adresse suivante : https://www.sipri.org/sites/default/files/210526%20Final%20Mali%20Climate%20Peace%20Security%20Fact%20Sheet_EN.pdf.
- Tucker, Luc. 2023. « Vulnérabilités climatiques et insécurité alimentaire au Mali. Fonds monétaire international (FMI) ». <https://www.imf.org/en/Publications/selected-issues-papers/Issues/2023/07/19/Climate-Vulnerabilities-and-Food-Insecurity-in-Mali-536695>.
- Tyler, Tom R. 2003. « Procedural Justice, Legitimacy, and the Effective Rule of Law ». *Crime and Justice* 30 : 283-357.

- PNUD. 2016. « Prévenir l'extrémisme violent en promouvant le développement inclusif, la tolérance et le respect de la diversité ». New York, NY : PNUD.
- PNUD. 2023. « Le Mali lance un projet visant à renforcer la sécurité climatique et la gestion durable des ressources naturelles ». Afrique : PNUD. Disponible en ligne : <https://www.undp.org/africa/news/mali-launches-project-aimed-enhancing-climate-security-and-sustainable-management-natural-resources>.
- Winters, Matthew S., et Jeffrey Conroy-Krutz. 2021. « Preferences for Traditional and Formal Sector Justice Institutions to Address Land Disputes in Rural Mali (Préférences pour les institutions de justice traditionnelles et du secteur formel pour régler les conflits fonciers dans les zones rurales du Mali) ». *World Development* 142 (juin):105452. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105452>.

ANNEXE

Tableau A1. Tableau d'équilibre

Variable	(1) Contrôle		(2) Dirigé par la communauté		(3) Dirigé par l'État		(1)-(2) Test t par paire		(1)-(3) Test t par paire		(2)-(3) Test t par paire	
	N/ Groupes	Moyenne/ (SE)	N/ Groupes	Moyenne/ (SE)	N/ Groupes	Moyenne/ (SE)	N/ Groupes	Moyenne diff.	N/ Groupes	Moyenne diff.	N/ Groupes	Moyenne Diff.
Âge	1737 91	42.857 (0.591)	967 90	42.691 (0.592)	983 93	42.900 (0.573)	2704 96	0.166	2720 96	-0.043	1950 98	-0.210
Femme	1737 91	0.425 (0.022)	967 90	0.392 (0.022)	983 93	0.419 (0.024)	2704 96	0.033*	2720 96	0.006	1950 98	-0.027
JASS 1	1737 91	0.388 (0.048)	967 90	0.363 (0.049)	983 93	0.369 (0.047)	2704 96	0.025	2720 96	0.019	1950 98	-0.006
JASS 2	1737 91	0.204 (0.022)	967 90	0.193 (0.026)	983 93	0.223 (0.025)	2704 96	0.011	2720 96	-0.018	1950 98	-0.029
JASS 3	1737 91	0.121 (0.022)	967 90	0.094 (0.021)	983 93	0.121 (0.023)	2704 96	0.027**	2720 96	0.000	1950 98	-0.027*
JASS 4	1737 91	0.203 (0.024)	967 90	0.185 (0.023)	983 93	0.212 (0.027)	2704 96	0.018	2720 96	-0.009	1950 98	-0.026
JASS 5	1737 91	0.138 (0.016)	967 90	0.118 (0.017)	983 93	0.149 (0.019)	2704 96	0.020*	2720 96	-0.010	1950 98	-0.031*
JASS 6	1737 91	0.245 (0.025)	967 90	0.225 (0.028)	983 93	0.249 (0.030)	2704 96	0.019	2720 96	-0.005	1950 98	-0.024
JASS 7	1737 91	0.103 (0.013)	967 90	0.100 (0.013)	983 93	0.128 (0.017)	2704 96	0.003	2720 96	-0.025*	1950 98	-0.028*
JASS 8	1737 91	0.100 (0.017)	967 90	0.103 (0.018)	983 93	0.095 (0.016)	2704 96	-0.003	2720 96	0.006	1950 98	0.009
JASS 9	1737 91	0.032 (0.006)	967 90	0.025 (0.006)	983 93	0.037 (0.007)	2704 96	0.007	2720 96	-0.004	1950 98	-0.012
Non-autochtones	1737 91	0.020 (0.005)	967 90	0.021 (0.005)	983 93	0.016 (0.005)	2704 96	-0.001	2720 96	0.003	1950 98	0.004
Confrontations	1669 91	0.160 (0.016)	929 90	0.143 (0.015)	946 93	0.161 (0.020)	2598 96	0.017	2615 96	-0.001	1875 98	-0.018
ACLED 25 (1 an)	1727 88	4.196 (1.151)	964 87	4.425 (1.284)	979 90	4.303 (1.184)	2691 91	-0.230	2706 91	-0.108	1943 93	0.122

Signification : ***=.01, **=.05, *=.1. Les erreurs sont regroupées au niveau du village.

Tableau A2. Distribution des réponses par groupe de vignettes

Q.1	Q.2	Q.3	Q.4	Q.5
-----	-----	-----	-----	-----

	Non	Oui	Non	Oui	Pas du tout	Un peu	Neutre	Assez	Tout à fait	Non	Oui	Non	Oui
Status-Quo	525	1074	497	1126	228	168	108	301	875	438	1,195	409	1,144
Dirigé par la communauté	122	767	67	838	38	51	32	160	655	56	857	57	816
Dirigé par l'État	274	623	242	685	118	97	55	174	505	210	714	191	703
TOTAL	921	2,464	806	2,649	384	316	195	635	2035	704	2766	657	2663

Tableau A3. Régression logistique ordonnée : Croyez-vous que la résolution des conflits/différends sera équitable ?

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	Pas du tout		Un peu		Neutre		Assez		Tout à fait	
Dirigé par la communauté	-0.066 (.)	-0.067 (.)	-0.044 (.)	-0.044 (.)	-0.022 (-0.65)	-0.022 (.)	-0.047*** (-2.65)	-0.047 (.)	0.179*** (12.66)	0.180* ** (9.55)
Dirigé par l'État	-0.006 (-0.68)	-0.005 (-0.62)	-0.003 (-0.72)	-0.003 (-0.62)	-0.001 (-0.49)	-0.001 (-0.65)	-0.002 (-0.71)	-0.002 (-0.63)	0.012 (0.68)	0.011 (0.62)
Observations	3565	3565	3565	3565	3565	3565	3565	3565	3565	3565
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui

Statistiques t entre parenthèses

Les contrôles inclus sont : L'âge, l'âge au carré, le sexe féminin et les activités JASS auxquelles le répondant a participé (le cas échéant).

* p<0,10 **

p<0,05 ***

p<0,01

Tableau A4. Gouvernance des ressources naturelles et préférences de la population non autochtone (allochtones) et autochtone (autochtones)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	La résilience	Réduction des conflits	Confiance	Équité	Bénéfice pour tous les membres
Dirigé par la communauté	0.175*** (0.023)	0.218*** (0.023)	0.521*** (0.065)	0.189*** (0.019)	0.180*** (0.021)

Dirigé par l'État	0.004 (0.018)	0.030* (0.017)	0.027 (0.054)	0.028* (0.015)	0.037** (0.016)
Non-autochtones	-0.561*** (0.077)	-0.364*** (0.111)	-0.947*** (0.265)	-0.449*** (0.114)	-0.414*** (0.111)
Dirigé par la communauté + Non-autochtones	0.483*** (0.129)	0.410*** (0.119)	1.310*** (0.309)	0.485*** (0.118)	0.430*** (0.119)
Dirigé par l'État + Non-autochtones	0.207 (0.148)	0.161 (0.164)	-0.091 (0.344)	0.151 (0.157)	0.121 (0.136)
Observations	3385	3455	3565	3470	3320
R-carré ajusté	0.145	0.169	0.149	0.165	0.185
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Erreurs standard regroupées au niveau du village entre parenthèses.

Les contrôles inclus sont : L'âge, l'âge au carré, le sexe féminin et les activités JASS auxquelles la personne interrogée a participé (le cas échéant).

* p<0,10 ** p<0,05 *** p<0,01

Tableau A5. Gouvernance des ressources naturelles et préférences selon le sexe (homme=0 et femme=1)

	(1) La résilience	(2) Réduction des conflits	(3) Confiance	(4) Équité	(5) Bénéfice pour tous les membres
Dirigé par la communauté	0.182*** (0.031)	0.238*** (0.026)	0.575*** (0.079)	0.196*** (0.023)	0.187*** (0.025)
Dirigé par l'État	0.028 (0.024)	0.058** (0.026)	0.024 (0.071)	0.032 (0.022)	0.041* (0.022)
Féminin	0.026 (0.030)	0.014 (0.027)	-0.039 (0.091)	-0.012 (0.026)	-0.013 (0.024)
Dirigé par la communauté + Féminin	0.006 (0.037)	-0.030 (0.032)	-0.070 (0.111)	0.003 (0.029)	0.002 (0.027)
Dirigé par l'État + Féminin\$	-0.043 (0.034)	-0.058 (0.037)	0.011 (0.111)	-0.004 (0.032)	-0.004 (0.029)
Observations	3385	3455	3565	3470	3320
R-carré ajusté	0.130	0.164	0.143	0.154	0.174
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Erreurs standard regroupées au niveau du village entre parenthèses.

Les contrôles inclus sont : L'âge, l'âge au carré, le sexe féminin et les activités JASS auxquelles la personne interrogée a participé (le cas échéant).

* $p < 0,10$ ** $p < 0,05$ *** $p < 0,01$

